

Les commémorations du 11 novembre occultent toujours le souvenir du carnage et préfèrent exalter le martyr des soldats en sacralisant leurs combats. Elles fabriquent le mythe de la guerre nationale, la mémoire des combats est déformée, le culte du soldat est quasi religieux et s'incarne dans les monuments aux morts et les cérémonies. La République, et avec elle le pouvoir en place (quelle que soit son étiquette politique), profite de ces moments pour s'autocélébrer, sans se soucier de véracité historique. On sait combien ces messes laïques sont capables de se transformer en révisionnisme ; on se souvient encore comment le bicentenaire de 1789, sous la direction intellectuelle d'un historien réactionnaire (François Furet) et dont les festivités furent conduites par le publicitaire des Galeries Lafayette (Jean-Paul Goude), a été l'occasion d'enterrer le concept même de révolution.

Il est donc important de revenir sur cette période pour comprendre que leur démarche a pour objectif de produire du consensus national, et découle d'une vision politique des

ne furent pas suffisamment aiguës pour jeter par-dessus bord les conséquences de la reddition que fut l'Union sacrée réalisée dans chaque camp. Et, comme deux précautions valent mieux qu'une, les révolutionnaires affaiblis tombèrent ensuite sous les balles de leurs ennemis de toujours et d'aujourd'hui encore : les pouvoirs constitués, quelle que soit leur couleur. Les opposants au système capitalistes réduits, laminés par la guerre puis par la répression, plus rien n'empêchait la classe dominante d'asseoir sa puissance sans souci aucun de la forme qu'elle pouvait prendre. Fascisme, stalinisme, Etat keynésien, peu lui importait, pourvu que l'ordre soit maintenu et que les affaires continuent, même en cas de crise. Le siècle était bien installé dans la barbarie. Il se réclamait des « Lumières », il s'est enfoncé dans les ténèbres des fascismes brun et rouge, autant de joyeusetés opposées sur le papier, mais qui se sont souvent alliées lorsqu'il s'est agi de mettre hors jeu les victimes révoltées de la barbarie capitaliste.

1914-1918

Le creuset des totalitarismes

classes dominantes. Car si tout le monde admet théoriquement que la Première Guerre mondiale fut bien la matrice du XXe siècle, on oublie volontiers que l'Europe fut, pendant quelques années, le champ de multiples soulèvements dont la défaite a ouvert grandes les portes du totalitarisme.

La Seconde Internationale l'avait promis : si le monde capitaliste était assez fou pour déclarer la guerre, il sombrerait dans la révolution. Le socialiste allemand August Bebel annonçait en 1911 au Reichstag : « Je suis convaincu que cette grande guerre mondiale sera suivie d'une révolution mondiale. Vous récolterez ce que vous avez semé. Le crépuscule des dieux approche pour le régime bourgeois. »

Des révolutions jetèrent bas les Empires russe, allemand, austro-hongrois.

La prédiction a donc paru, un court instant, pouvoir se réaliser. Entre 1917 et 1921, l'Europe fut secouée par des soulèvements d'importance. Mais, hélas, c'était trop tard, la défaite avait été forgée dès ce funeste 4 août 1914 ! La conscience et la détermination prolétariennes

La guerre de 1914 nous a tous forgés, même celles et ceux qui en ignorent tout. Pour nous, elle a marqué le déclin d'un mouvement révolutionnaire que l'Espagne de 1936 a tenté, mais en vain, de faire survivre ; là encore, ils s'y sont tous mis, unis par leur union sacrée contre la classe ouvrière.

Les leçons à tirer sont énormes et multiples, mais la principale est sans doute que la lutte contre cette union sacrée est la priorité des priorités. Une politique d'union sacrée qui s'insinue par tous les pores de la politique et des luttes, qui gangrène des têtes autrement plus critiques et méfiantes mais qui finissent par accepter une vision bipolaire du monde : le bien et le mal, choisir l'un des deux camps... Il serait indécent de ne pas se rappeler les conséquences de cette vision.

Ce numéro spécial ne traite bien sûr pas de tout ce que nous aurions voulu aborder. Il reste, malgré quelques incursions hors des frontières, très hexagonal pour ce qui concerne les soubresauts tragiques que connut le mouvement ouvrier. Dans l'Hexagone, il aurait fallu sans doute insister sur l'arrière, les immenses fortunes qui se sont constituées dans la foulée de la « modernisation » capitaliste qui fut finalement l'enjeu de ce massacre. Il aurait fallu aborder plus à fond les bouleversements sociologiques que cela entraîna : l'arrivée des femmes dans les usines et le déclin des paysans (ils étaient encore 50 % de la population active en 1914) dans les champs. Et le désarroi idéologique qui s'est installé ensuite entre les deux guerres. Le seul regret que nous n'avons pas est d'avoir laissé de côté l'histoire strictement militaire.

Les causes de la boucherie

« Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et que l'Allemagne a envahi la Belgique. »

Boukharine, 1923



Quelle Histoire !?

(1) Sur le plan des théories de changement social, nous passons du proudhonisme au marxisme, du mutualisme au syndicalisme.

(2) Il y en eut d'autres bien avant ! La mondialisation n'est pas une particularité de la fin du xx^e siècle ni une découverte d'ATTAC !

Nombreux sont ceux qui aiment à expliquer l'Histoire par une conjonction, heureuse ou malheureuse, de faits a priori de faible importance. Il n'y aurait ainsi pas de cause principale à un événement de grande envergure – comme celui de la guerre mondiale de 1914-1918 –, mais une myriade de phénomènes conjoncturels qui auraient fini par converger pour donner naissance à cet épisode. Cette méthode est celle d'une école d'historiens américains dont est assez proche François Furet, qui écrivait : « Plus un événement est lourd de conséquences, moins il est possible de le penser du point de vue de ses causes. » Evidemment ! Avec le temps, tous ces éléments composites se juxtaposent dans un système d'équivalences qui donne une vision « nez dans le guidon » de l'Histoire et avalise l'idée que puisqu'on ne peut pas cerner la ou les causes des événements passés, il est

vain de vouloir maîtriser le futur. Et c'est bien là le seul objectif de cette approche : vous ôter de l'esprit que cela a un sens de chercher où agir pour déranger le cours des choses. Et, par conséquent, inciter à ranger au rayon des vieilleries toutes les visions dynamiques et ouvertes vers des changements profonds des sociétés humaines, comme celles qui se sont incarnées dans le marxisme ou l'anarchisme, et plus généralement toutes les tentatives révolutionnaires. La « fin de l'Histoire » n'est pas loin !

Evidemment, multiplier les faits secondaires à l'extrême revient à s'affranchir d'un examen sérieux du contexte socio-économique, dans la mesure où ce dernier aboutit inmanquablement à une remise en question du postulat de la fragmentation des causes.

C'est ainsi que, parlant de la Grande Guerre, on mêle en vrac l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo, le sys-

tème bancal des alliances entre Etats (bipolarisation entre triple alliance et triple entente), la montée des nationalismes et la création de nouveaux pays au xx^e siècle (Belgique, Italie, Allemagne, etc.), l'esprit de revanche des Français après 1871, et même parfois la nature humaine éternellement guerrière ! Rien de cela n'est totalement faux, mais si on ne relie pas ces causes à un développement plus profond des sociétés européennes, on risque fort de ne rien comprendre. Et comme, inévitablement, dans ce cas on tombe sur le développement du capitalisme, on comprend l'empressement de ces autruches historiques à s'en tenir à une sorte de fatalisme multiforme.

Et comme, par définition autant que par choix, nous ne sommes pas fatalistes, il nous faut aborder la question de la guerre de 14-18 d'une autre manière.

La seconde révolution industrielle

C'est au début du siècle que se termine un cycle de dépression économique qui a duré vingt-cinq ans. Une crise qui, comme de bien entendu, a accéléré ce qu'on appellerait aujourd'hui les « modernisations ». Une seconde révolution industrielle apparaît : l'électricité fait son entrée en scène au détriment du charbon, l'acier au détriment du fer, l'industrie chimique fabrique ses lettres de noblesse qui conduisent à l'utilisation du pétrole. Les échanges sont facilités et accélérés par la généralisation à l'échelle mondiale des nouveaux moyens de transport.

Le capitalisme des petits et moyens entrepreneurs concurrents de la fin du xviii^e et du milieu du xviii^e siècle laisse la place à un capitalisme dans lequel les monopoles se construisent, dominés par le capital financier (déjà !) (1).

Nous entrons dans une nouvelle période de mondialisation (eh oui !) (2) obligée pour la survie du système. La

concurrence inhérente au système capitaliste se déplace du terrain restreint des petites et moyennes entreprises aux vastes espaces géographiques que constitue un monde offert aux requins par d'innocents découvreurs, scientifiques et explorateurs, tous plus humanistes et éclairés les uns que les autres.

La déconstruction politique de l'ancien monde devient une nécessité, le Capital déploie ses ailes et a besoin d'espaces à sa mesure, en taille et en qualité : il faut remplacer des empires archaïques et peu propices à l'arrivée des monopoles et du capital financier par des Etats-nations mieux structurés qui, pour masquer l'artificialité de leurs frontières souvent arbitraires et ne correspondant à aucune réalité humaine, auront besoin de construire et d'exacerber un nouveau nationalisme.

Et, comme il se doit, l'idéologie accompagne le mouvement : c'est en 1911 que paraît le livre de Taylor *The Principles of Scientific Management* qui théorise la parcellisation du travail, la séparation entre exécution et conception, sur la base de la prise en compte non pas du temps que prend une tâche mais de celui qu'elle devrait prendre. Une rationalisation scientifique du travail, déjà initiée par H. Ford avec la mise en place de chaînes de montage dès 1908, puis perfectionnée par le déplacement des pièces sur une ligne d'assemblage en 1913. La voie est ouverte à la « consommation de masse » et à l'« ouvrier-robot ». Les réticences à ces nouvelles méthodes tomberont au cours de la guerre – y compris de la part des syndicats – tant elles serviront à accélérer le processus de production indispensable pour soutenir l'effort de guerre. Bien rodées et ayant prouvé leur efficacité, elles conduiront Lénine et Mussolini à s'inspirer des travaux de Taylor. Et, sous Hitler, le *Rationalisierung*, l'office allemand de rationalisation, aura pour mandat de dynamiser l'économie alle-

mande par la recherche systématique de l'ordre et de l'efficacité.

Ce développement économique très rapide dans un monde où les institutions politiques sont archaïques, figées et même féodales en certains lieux implique donc la formation d'Etats-nations mieux adaptés aux nouvelles classes dirigeantes, liées à cette période de mondialisation accélérée en même temps qu'elles servent à dévier les mécontentements populaires vers le nationalisme.

Or, le moteur de l'expansion économique, c'est l'impérialisme fondé sur la conquête coloniale. La Grande Guerre n'a pas débuté en 1914 comme le saucissonnage de l'Histoire dont nous avons parlé tente de nous le faire croire. Elle a commencé à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle. Des guerres qui furent souvent longues et massacrantes elles aussi, mais que la mémoire a passées sous silence dans la meure où elles ne se déroulaient pas sur le sol européen. Elles ont mis aux prises des Européens avec des peuples autochtones, mais aussi fréquemment des puissances occidentales entre elles.

Rapide tour d'horizon.

Guerre contre la Chine (révolte des Boxers)

Depuis le début du XVIII^e siècle, l'Angleterre se livre à un juteux trafic de l'opium, introduite en contrebande en Chine où elle est interdite. Très vite, ce commerce ne suffit plus aux appétits impérialistes, et la Couronne britannique parvient à coups de canon à obliger la Chine à lui ouvrir des ports de commerce. Dans la foulée, ce sont toutes les grandes puissances qui se ruent sur le pays et qui tentent de se tailler des fiefs dans un empire immense, mais en crise : le Japon, la Russie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Belgique, les Etats-Unis et même le Brésil et le Pérou dictent leurs conditions pour faire entériner de nouveaux traités commer-

ciaux, qui imposent, en outre, la libre pénétration des missionnaires européens désireux d'évangéliser les mécréants. Les incidents se multiplient, et les puissances coalisées prennent prétexte d'assassinats de missionnaires pour, à la fin du siècle, donner l'assaut : ce ne sont plus seulement des comptoirs et des zones commerciales qui sont accaparés par lui, mais des portions de territoire qui sont annexées de force par le Japon, la Russie, l'Allemagne. Des révoltes éclatent sporadiquement jusqu'en 1899 où l'une d'entre elles, plus vigoureuse et longue, portera le nom de révolte des Boxers.

Les Boxers sont une sorte de société secrète composée en grande partie d'ouvriers agricoles itinérants et du sous-prolétariat urbain. Ils sont au départ opposés à la dynastie mandchoue, mais vont s'allier avec elle dans la résistance contre les puissances occidentales jusqu'au traité de paix de septembre 1901 qui marque la défaite et la chute de la Chine impériale.

Pour donner une idée de l'ambiance qui a régné pendant ces douze mois de guerre, citons l'empereur allemand Wilhelm II, qui donna cet ordre à ses soldats en partance pour le front chinois : « Pas de pardon, pas de prisonniers ! Utilisez vos armes





Tranchée de soldats anglais dans la province du Natal

de telle manière que mille ans après notre intervention aucun Chinois ne se hasarde à lever les yeux sur un regard allemand ! »

Quinze années avant de s'opposer sur le front de l'est, 15 000 soldats français et 18 000 allemands auront ainsi lutté côte à côte au sein d'une armée de 100 000 « coalisés » pour l'ouverture de nouveaux espaces à piller.

Des dizaines de milliers de Boxers et de Chinois chrétiens périrent dans la première grande guerre impérialiste en Extrême-Orient.

Guerre anglo-boer, 1900-1901

Comme en Chine, les racines du conflit né en Afrique du Sud sont profondes et anciennes. Il oppose deux strates de colonisateurs correspondant à deux périodes de l'évolution économique. Chez les premiers, les Boers, des paysans d'origine néerlandaise, c'est encore l'esprit pionnier et esclavagiste qui domine, alors que les Anglais correspondent à l'avant-garde du développement capitaliste dans le monde « civilisé ».

La région appelée Afrique du Sud est administrée depuis le début du XIX^e par la Grande-Bretagne, qui impose l'anglais comme langue officielle et abolit officiellement l'esclavage. Les Boers, mécontents, quittent la région du Cap, vers l'ouest, et fondent, après avoir massacré les Zoulous, des « Etats libres » : l'Orange, puis le Transvaal... Toute la seconde partie du XIX^e est émaillée de conflits

armés entre les deux entités coloniales.

La Grande-Bretagne reconnaît les nouveaux Etats, mais la découverte de fabuleux gisements aurifères et diamantaires dans la région de la future Johannesburg (dans le Transvaal, en zone boer) à l'approche de la dernière décennie du siècle, aiguise les appétits des uns et des autres. Des milliers de nouveaux colons, britanniques et autres, attirés par la fièvre de l'or émigrent dans le Transvaal. C'est sur eux que le gouvernement anglais s'appuie pour son projet de fédérer sous sa coupe toutes les micro-républiques nées.

La guerre est inévitable et elle éclate en octobre 1899. Son retentissement dans le monde occidental sera considérable et son apport à la « civilisation » tout aussi important.

Les Boers, ce sont les petits (50 000 soldats) contre les gros (450 000). Mais ce sont les gros qui sont abolitionnistes, contre les rétrogrades esclavagistes. Bref, les éléments de confusion ne manquent pas pour obscurcir davantage encore les réels enjeux impérialistes. Les Boers, vaincus dans un premier temps, pratiquent une sorte de guérilla à base de « commandos » (le mot, d'origine afrikaan, fera recette au XX^e siècle dans toutes les armées du monde) !. Autre apport de la guerre des Boers à l'Humanité : les camps de concentration, les deuxièmes ! (les premiers avaient été, peu auparavant, l'œuvre originale des Espagnols à Cuba). Et tout ça grâce à une merveilleuse innovation technologique : le fil de fer barbelé. 200 000 Boers civils seront ainsi enfermés, et 30 000 mourront sous le règne finissant de Sa Très Ignoble Majesté, la reine Victoria. Ajoutons au nombre des victimes 7 000 combattants boers, 22 000 britanniques et plus de 15 000 noirs.

Le gros a gagné, mais le petit a bien résisté. La réconciliation se fera très vite par la création d'un dominium fédéral parfaitement adapté aux exigences de l'exploitation capitaliste moderne...

sur le dos des Noirs et des métis, et conforme aux idéaux modernes de l'humanisme et de la démocratie : l'esclavage est aboli définitivement et remplacé par... l'apartheid.

1905, la crise de Tanger

Comme en Chine, mais avec beaucoup plus de facilité, les principales puissances occidentales se ruent sur l'Afrique au prix de massacres indescriptibles et de guerres sanglantes, durant toute la fin du XIX^e siècle. Les Anglais et les Français ont pris une longueur d'avance sur les Belges, les Portugais et les Italiens, qui cherchent plus à consolider leurs positions qu'à se livrer à une confrontation avec les deux locomotives de la colonisation. Les Allemands, eux, confrontés à un impérieux besoin de colonies ou, du moins, de lieux où pouvoir commercer « librement » même sans les annexer purement et simplement comme le font l'Angleterre et la France, vont chercher davantage le rapport de forces.

En mars 1905, à Tanger, Guillaume II se déclare « pour un Maroc libre qui sera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole ni exclusion ». La tension est alors à son comble avec le gouvernement français, qui considère le Maroc comme faisant déjà partie de sa zone d'influence. Nous sommes à deux doigts d'une déclaration de guerre, et le sentiment anti-allemand qui ne demandait que cela depuis 1871 rejaillit à la surface dans l'Hexagone.

1905, la guerre russo-japonaise

La Russie tsariste qui se croyait toujours une grande puissance, surtout depuis la guerre des Boxers, participe à cet élan colonialiste vers son éternelle conquête de l'Est : vers la Mandchourie et la Corée, c'est-à-dire des zones tampons entre elle et le Japon, qui en vise aussi le contrôle. Seulement voilà, le Japon n'est plus une puissance secondaire, et la Russie

est sur un déclin inexorable. La flotte russe est une première fois détruite à Port-Arthur en 1904, puis une seconde fois l'année suivante à Tushima : 5 000 morts, 6 000 prisonniers côté russe. Après les défaites, terrestres celles-ci, de Vladivostock en 1904 et de Moukden en 1905, c'en est trop pour une puissance mal armée, sur le déclin face à la suprématie d'un armement moderne, fruit direct de la grande industrie et qui préfigure celui qui prévaudra tout au long du siècle. C'est le début de l'effondrement du tsarisme, qui débouchera directement sur la révolution de 1905.

Les Etats-Unis, puissance montante

Les Etats-Unis affichent des ambitions coloniales au même titre que les puissances européennes, mais ils les réalisent au nom de... l'« anti-colonialisme » ! C'est ainsi qu'une guerre les oppose à l'Espagne en 1898 sous le prétexte d'aider Cuba (voir plus haut les camps mis en place par les Espagnols) et les Philippines à... accéder à l'indépendance. Cette stratégie les conduit à faire de toute l'Amérique latine et centrale une chasse gardée au nom de l'anticolonialisme, comme la Grande-Bretagne en Afrique du Sud au nom de l'abolition de l'esclavage !

C'est ainsi qu'en 1905 ils arrachent à la Colombie un bout de terre qu'ils décrètent indépendant sous le nom de Panama, ce qui permet de commencer les travaux du canal du même nom. Au même moment, le Président Roosevelt définit parfaitement la politique américaine : « Les Etats-Unis assureront eux-mêmes le contrôle de leurs intérêts et ceux de leurs ressortissants dans les Républiques latino-américaines pour les forcer, dans les cas flagrants où ils se trouvent confrontés à telle mauvaise conduite ou à telle impuissance, à exercer quelle que soit leur répugnance à le faire un pouvoir international de police. »

Les Etats-Unis sont prêts pour jouer leur rôle dans la guerre de 14, puis surtout

dans celle de 39-40. Entre Roosevelt et Bush, pas la moindre différence !

La guerre italo-turque

Le 28 novembre 1911, prétextant des provocations de la part des Turcs, l'Italie – qui veut s'établir en Tripolitaine – envoie un ultimatum à la Turquie et, sans attendre la réponse, déclenche les hostilités le 29. En février 1912, l'Italie bombarde Beyrouth, et occupe Rhodes et le Dodécannèse. En représailles, la Turquie expulse 70 000 Italiens de ses territoires. En juillet 1912, les deux pays entament des négociations qui s'achèvent en octobre 1912 avec le traité d'Ouchy-Lausanne : la Turquie abandonne la Tripolitaine.

Ecrasante supériorité de l'Italie. Et nouvel apport aux futurs conflits, maintenant très proches : première utilisation de l'aviation dans une guerre !

Les guerres balkaniques

En octobre 1912 éclate la première guerre balkanique : le Monténégro, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce déclarent à leur tour la guerre à la Turquie. En novembre, 20 000 Turcs sont tués par l'armée serbe à Monastir.

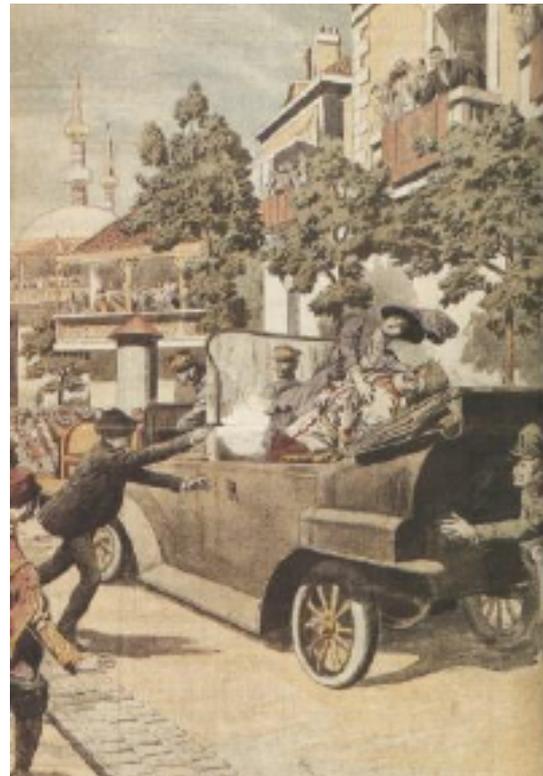
Le même mois, l'armée grecque entre à Salonique puis fait prisonniers 30 000 Turcs tandis que Bulgares et Serbes prennent Andrinople et capturent 60 000 autres Turcs. Ecrasée, la Turquie abandonne ses possessions européennes, hormis les presqu'îles de Chatalja et de Gallipoli. En juin 1913 éclate la deuxième guerre balkanique, qui oppose la Bulgarie à la Serbie. La Turquie profite de ce conflit pour réoccuper la Thrace orientale et Andrinople. Mais cela n'enraie pas le déclin irrémédiable de l'Empire ottoman, qui finira par être réduit à la péninsule d'Anatolie ; il ne se relèvera qu'avec le régime de Mustafa Kemal Atatürk, qui fera de lui un vrai pays ouvert au capitalisme moderne.

On comprend mieux, avec tous ces exemples, à quel

point la certitude de la guerre était ancrée dans tous les esprits, de la population en général, des dirigeants politiques, des syndicalistes, etc.

JPD

28 juin 1914, Gavrilo Princip, un jeune nationaliste serbe, tue l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, et son épouse. Une cause «écran de fumée» de la guerre



Le romancier Stefan Zweig, né en 1881, a bien décrit le contexte économique et social de l'époque :

« L'essor avait peut-être été trop rapide. Les Etats, les villes avaient acquis trop vite leur puissance et le sentiment de leur force incite toujours les hommes comme les Etats à en user ou en abuser. La France regorgeait de richesses. Mais elle voulait davantage encore, elle voulait encore une colonie bien qu'elle n'eût pas assez d'hommes, et de loin pour peupler les anciennes. Pour le Maroc, on faillit en venir à la guerre. L'Italie voulait la Cyrénaïque, l'Autriche annexait la Bosnie. La Serbie et la Bulgarie se lançaient contre la Turquie...

La volonté de consolidation intérieure commençait partout, en même temps, comme s'il s'agissait d'une infection bacillaire, à se transformer en désir d'expansion. Les industriels français, qui gagnaient gros, menaient une campagne de haine contre les Allemands qui s'engraissaient de leur côté parce que les uns et les autres voulaient livrer plus de canons... Les compagnies de navigation hambourgeoises, avec leurs dividendes formidables, travaillaient contre celles de Southampton, les paysans hongrois contre les Serbes, les grands trusts les uns contre les autres ; la conjoncture les avait tous rendus enragés de gagner toujours plus dans leur concurrence sauvage. »

« Le 4 août n'est pas tombé du ciel ! »

C'est ce que déclarait Rosa Luxemburg le 30 décembre 1918 lors de la fondation du Parti communiste allemand, Ligue Spartacus. Il lui restait alors quinze jours à vivre avant d'être assassinée, comme Karl Liebknecht, Leo Jogisches et des milliers d'autres, par les troupes social-démocrates lors du soulèvement spartakiste noyé dans le sang. Auparavant, condamnée le 18 février 1915 pour propagande antimilitariste, elle avait rédigé en prison un texte qui sera connu sous le nom de *Brochure de Junius* et qui porte sur la « crise de la social-démocratie ». Nous en reproduisons ici un extrait très éclairant sur les causes de la Grande Guerre.

« La deuxième ligne de force qui débouche sur la guerre actuelle et confirme avec tant d'éclat la prédiction de Marx découle d'un phénomène à caractère international que Marx n'a plus connu : le développement impérialiste de ces vingt-cinq dernières années.

L'essor du capitalisme qui s'est affirmé après la période de guerre des années 60 et 70 dans l'Europe reconstruite et qui, notamment après qu'eut été surmontée la longue dépression consécutive à la fièvre de spéculation et au krach de 1873, avait atteint un sommet sans précédent dans la haute conjoncture des années 90, cet essor inaugurerait, comme on le sait, une nouvelle période d'effervescence pour les Etats européens : leur expansion à qui mieux mieux vers les pays et les zones du monde restées non capitalistes. Déjà, depuis les années 80, on assistait à une nouvelle ruée particulièrement violente vers les conquêtes coloniales. L'Angleterre s'empare de l'Egypte et se crée un empire colonial puissant en Afrique du Sud ; en Afrique du Nord, la France occupe Tunis



et, en Asie orientale, elle occupe le Tonkin, l'Italie s'implante en Abyssinie, la Russie achève ses conquêtes en Asie centrale et pénètre en Mandchourie, l'Allemagne acquiert ses premières colonies en Afrique et dans le Pacifique, et finalement les Etats-Unis entrent également dans la danse en acquérant avec les Philippines des « intérêts » en Asie orientale. De ce dépècement de l'Afrique et de l'Asie déroule, à partir de la guerre sino-japonaise de 1895, une chaîne presque ininterrompue de guerres sanglantes, qui culmine dans la grande campagne de Chine et s'achève avec la guerre russo-japonaise de 1904.

Ces événements, qui se succèdent coup sur coup, créèrent de nouveaux antagonismes en dehors de l'Europe : entre l'Italie et la France en Afrique du Nord, entre la France et l'Angleterre en Egypte, entre l'Angleterre et la Russie en Asie centrale, entre la Russie et le Japon en Asie orientale, entre le Japon et l'Angleterre en Chine, entre les Etats-Unis et le Japon dans l'océan Pacifique – une mer mouvante, un flux et reflux d'oppositions aiguës et d'alliances passagères, de tensions et de détente, au milieu duquel une guerre partielle menaçait d'éclater à intervalles réguliers entre les puissances européennes, mais, chaque fois, était différée à nouveau. Dès lors, il était clair pour tout le monde :

1° Que cette guerre de tous les Etats capitalistes les uns contre les autres sur le dos des peuples d'Asie et d'Afrique, guerre qui restait étouffée mais qui couvait sourdement, devait conduire tôt ou tard à un règlement de comptes général, que le vent semé en Afrique et en Asie

devait un jour s'abattre en retour sur l'Europe sous la forme d'une terrible tempête, d'autant plus que ce qui se passait en Asie et en Afrique avait comme contre-coup une intensification de la course aux armements en Europe.

2° Que la guerre mondiale éclaterait enfin aussitôt que les oppositions partielles et changeantes entre les Etats impérialistes trouveraient un axe central, une opposition forte et prépondérante autour de laquelle ils puissent se condenser temporairement. Cette situation se produisit lorsque l'impérialisme allemand fit son apparition.

L'avènement de l'impérialisme s'étant produit en Allemagne sur une période très courte, il peut y être observé en vase clos. L'essor sans équivalent de la grosse industrie et du commerce depuis la fondation du Reich a donné lieu ici dans les années 80 à deux formes particulièrement caractéristiques de l'accumulation du capital : le plus fort développement de cartels en Europe ainsi que la plus grosse formation et la plus grosse concentration bancaires dans le monde entier. C'est le développement des cartels qui a organisé l'industrie lourde, c'est-à-dire précisément la branche du Capital qui est directement intéressée par les fournitures d'Etat, les armements militaires et les entreprises impérialistes (construction de chemins de fer, exploitation de mines, etc.) et en a fait le facteur le plus influent à l'intérieur de l'Etat.

C'est la concentration bancaire qui a comprimé le capital financier en une puissance bien distincte, d'une énergie toujours plus grande et toujours plus tendue, une puissance qui régnait souverainement dans l'industrie, le commerce et le crédit, était prépondérante dans l'économie privée comme dans l'économie publique, douée d'un pouvoir d'expansion souple et illimité, toujours en quête de profit et de zones d'activité, une puissance impersonnelle de grande envergure, audacieuse et sans scrupules, d'emblée internationale, et qui, dans sa structure même, était taillée à la dimension du monde, futur théâtre de ses exploits.»

Rosa Luxemburg

Le mouvement ouvrier vers l'Union sacrée

En France, la CGT

Depuis 1904 s'affrontent dans la Confédération générale du travail une tendance réformiste et une tendance révolutionnaire, qui va contrôler la direction jusqu'à la guerre.

« Les réformistes veulent besogner de concert avec les éléments bourgeois et gouvernementaux. Les révolutionnaires veulent besogner contre bourgeois et dirigeants. Ceux-là comptent sur le concours de nos adversaires. Ceux-ci ne comptent que sur eux-mêmes. (...) Pour les uns la tactique de la CGT devait rester dans les limites d'une action légale prudente, peu exigeante. Pour les autres elle consistait dans l'utilisation des forces révolutionnaires mises en valeur par les ouvriers eux-mêmes... »

Griffuelhes, secrétaire de la CGT de 1901 à 1909

En 1906, les principes du syndicalisme révolutionnaire sont précisés dans la Charte d'Amiens :

- La revendication quotidienne n'est qu'une face du syndicalisme. L'autre, c'est qu'il prépare l'émancipation intégrale de la classe ouvrière.

- Une tactique : l'action directe (c'est-à-dire non parlementaire) vers la grève générale.

- Le syndicat sera la base de la réorganisation sociale.

- Il est étranger à tous les partis et à toutes les sectes (PS et anarchistes sont visés).

- Le syndicalisme révolutionnaire est donc un système complet qui se suffit à lui-même. Tout juste peut-il accepter des concours extérieurs, mais en gardant la direction.

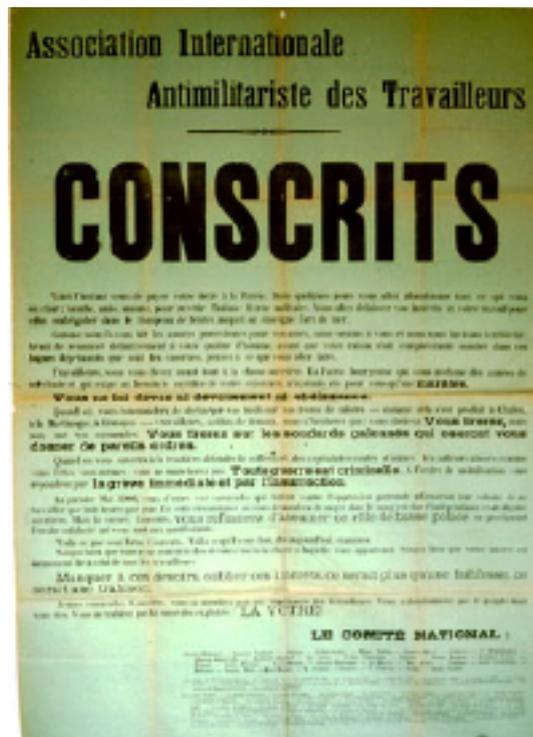
De 1904 à 1914, les menaces de guerre se succèdent et sont une inquiétude permanente pour les militants de la CGT, qui renouvellent régulièrement leur attachement à leurs proclamations antimilitaristes et antipatriotiques, tandis que la répression gouvernementale s'exerce

aussi bien contre les grèves, très nombreuses et très fortes parfois, que contre les militants, syndicaux et autres. En 1912, la CGT propose une démonstration simultanée contre la guerre à Berlin, Londres, Vienne et Paris. Mais les directions syndicales allemandes et autrichiennes n'acceptent qu'à condition que celle-ci soit organisée conjointement par les syndicats et les partis socialistes. La CGT refuse et renonce à son projet.

Il existe en effet une différence de fond entre les syndicats allemand et autrichien et la CGT française. Là, on est partisan d'un partage du travail entre le syndicat et le parti, qui doivent donc être intimement liés. Ici, comme nous l'avons vu, c'est la Charte d'Amiens qui est la référence, et l'on considère en général que les partis, fussent-ils socialistes, doivent être mis à l'écart. Les premiers sont devenus d'énormes machines bureaucratiques d'assistance mutuelle, alors qu'à la CGT les caisses de grève et les différentes formes d'assistantat sont beaucoup moins fréquentes.

En 1913, le gouvernement français décide de prolonger le service militaire de deux à trois ans. Beaucoup de jeunes appelés refusent de rester un an de plus et des révoltes éclatent ici et là. Une campagne « contre les trois ans » est menée conjointement (fait exceptionnel !) par le PS et la CGT, tandis que des opérations de police se multiplient aux sièges de l'organisation syndicale.

En juillet, la CGT réunit une conférence contre l'allongement de la conscription et la répression ; elle soutient les manifestations de soldats, mais nie en être à l'origine comme l'en accuse le gouvernement, qui veut à tout prix prouver l'existence d'un complot. En revanche, elle repousse une proposition de grève générale pour le



Avant !

24 septembre, date légale de libération d'une classe qui devra, en fonction des nouvelles dispositions, rester un an de plus encasernée. C'est que les dirigeants syndicalistes révolutionnaires sentent la CGT affaiblie (il y a une baisse sensible des effectifs), et isolée interna-

« Nos syndiqués sont partis à la guerre, ils n'ont pas fait l'insurrection. Je les ai vus partir, nous avons pris la même rame de wagons à bestiaux (...) Mon train ressemblait aux autres, il était identique à ceux qui nous précédaient et à ceux qui nous suivaient. Il était bondé du même monde d'ouvriers, de paysans, de commerçants, d'employés. Les chants, les cris, le vacarme étaient semblables dans toutes les gares (...) Je ne reproche rien, je constate. Parmi ce monde, je souffris. Mon silence était le signe de la désapprobation, autant que la honte qui m'étouffait. »
(in Georges Dumoulin, *Les Syndicalistes français et la Guerre*).

tionalement (1). Ce refus donne à de nombreux anarchistes, dans et hors de la CGT, ceux du *Libertaire* comme ceux des *Temps nouveaux*, un motif pour attaquer la CGT :

« Il faut le reconnaître et le dire : la CGT a fait œuvre de réaction. En pleine situation révolutionnaire, elle

(1) En 1903, la CGT avait demandé, en vain, que l'antimilitarisme et la grève générale soient inscrits à l'ordre du jour des réunions du bureau de liaison international fondé par Karl Legien, dirigeant du syndicat allemand.

« J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin d'aller ruminer et cuver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué ? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays ? [...] Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût. »
(Pierre Monatte, 1960)

(2) Voir encart p. 13 et l'article de J.-P. Hirou paru en octobre 1994 dans CA : « Jaurès apôtre et martyr ! Mais de quoi ? ». Egalement du même auteur : *Parti socialiste ou CGT (1905-1914) ? De la concurrence révolutionnaire à l'Union sacrée*, Acratie, 1995.

(3) Alfred Griot dit Rosmer (1877-1964), anarchiste puis syndicaliste révolutionnaire. Adhère au PCF au congrès de Tours, en devient un dirigeant, en est exclu en 1924. Collaborateur à *La Révolution prolétarienne*, puis dirigeant de la Ligue communiste internationaliste (trotskyste) avant la Seconde Guerre mondiale. Auteur du *Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale* et de *Moscou sous Lénine*, il collabore à la RP jusqu'à sa mort.



Après !

a lâché pied, elle a menti à sa tradition, dévié le mouvement syndicaliste de sa vraie route, et porté le plus terrible coup à cette force collective : l'organisation des travailleurs en parti de classe. Bergers plus incapables que mauvais, vous n'avez pas compris la situation révolutionnaire qu'avaient créée les mesures despotiques de nos gouvernants. »

Pierre Martin dans *Le Libertaire*

Le Parti socialiste

Fondé en 1905 à partir de la réunification de plusieurs familles socialistes, il se veut un parti révolutionnaire œuvrant sur le terrain parlementaire. Ses dirigeants héritent d'une plus ou moins longue et franche collaboration dans des ministères bourgeois.

Lorsque, le 28 juin 1914, l'héritier du trône autrichien est assassiné à Sarajevo, la majorité du parti (Vaillant, Jaurès, Sembat, Thomas...) parle encore de la grève générale comme d'une réponse à la guerre qui menace. Seuls Jules Guesde, qui considère qu'elle est peu appropriée dans l'état actuel de la lutte des classes, et Gustave Hervé, l'insurrectionnaliste d'hier – « déçu » par les masses aujourd'hui – sont contre.

Mais le parti, comme Jaurès (2), a toujours été clair : son pacifisme s'arrêtera le jour où une armée étrangère franchira « nos frontières ».

Le 25 juillet, la nouvelle tombe : la Serbie repousse l'ultimatum autrichien. Ce jour-là Jaurès en appelle encore aux prolétaires d'Europe pour tenter des « efforts de solidarité », mais en même temps il désigne l'ennemi en se demandant « si la réaction cléricale et militariste autrichienne ne veut pas la guerre ». Dès le 25, Jaurès reçoit du gouvernement des assurances que celui-ci agit pour la paix. Jaurès y croit, le dit et l'écrit, ce qui ne fait qu'accroître la passivité des ouvriers socialistes. Il ne faut pas gêner le gouvernement dans ses tentatives de paix : ni le PS ni *L'Humanité* n'appuient la manifestation du 27 au soir appelée par l'Union des syndicats de la Seine et *La Bataille syndicaliste* (l'organe de la CGT) qui se déroule de 9 heures à minuit et connaît de nombreux heurts avec la police.

En France comme en Allemagne, l'opinion, ballottée entre la certitude d'une guerre imminente et les espoirs de paix dont tous les dirigeants des futures puissances belligérantes se font le champion, perd tous ses repères et ses certitudes. Les gouvernements savent que pour mener une guerre il faut l'appui des ouvriers ; et chacun d'eux cherche à se faire passer, aux yeux de sa propre classe ouvrière, comme « l'innocent attaqué par le méchant agresseur », innocent qui veut la paix à tout prix... mais est prêt, la mort dans l'âme, à répondre à une agression. En fait, le gouvernement français juge la guerre non seulement inévitable, mais encore souhaitable, persuadé qu'il est de sa supériorité militaire (il prend soin, en coulisse, de renouveler sa fidélité à l'allié russe, dont on sait d'ores et déjà qu'il va rentrer en guerre au côté de la Serbie).

Le 29, Jaurès défend encore devant le bureau socialiste international à Bruxelles l'idée d'une riposte ouvrière si la guerre devait avoir lieu, mais en même temps il atteste de la volonté de paix du gouvernement français ! (« Nous ne voulons pas lui imposer une politique de paix, il la pratique. », assure-t-il !)

Le 31, on apprend que l'Allemagne vient de proclamer l'état de guerre. D'après A. Rosmer (3), Jaurès comprend à ce moment qu'il a été abusé et veut écrire un article de dénonciation. Mais auparavant, il a une entrevue avec un sous-secrétaire d'Etat, Abel Ferry, qui lui demande ce que comptent faire les socialistes face à la situation. Il répond : « Continuer notre campagne contre la guerre. » Ferry réplique : « C'est ce que vous n'oserez pas car vous seriez tué au prochain coin de rue. »

Deux heures plus tard, alors qu'il se rend au siège de *L'Humanité* pour rédiger son article. Jaurès est assassiné par Raoul Villain. Le lendemain, l'ordre de mobilisation pour le 2 août est affiché.

La CGT vire de bord

En un mois, *La Bataille syndicaliste* (BS) incorpore le syndicalisme révolutionnaire dans l'Etat français et se rallie à une politique de paix sociale. Elle devient quasiment un journal gouvernemental, d'une docilité exemplaire, qui publie des faux, accepte la censure, cache des infos. Tout se passe en août 1914 comme si aucune résolution n'avait été prise auparavant.

Le 29 juillet, la BS affirme encore que la CGT reste irréductiblement opposée à la guerre. Elle appelle à un grand meeting salle Wagram avec Jouhaux, Dumoulin, Yvetot et Merrheim... Un texte d'un certain Michel Della Torre orne la première page :

« L'heure de la crapulerie et du crime ?... Elle ne sonnera pas ! Quoi qu'en disent les crétins et les hurleurs du nationalisme efflanqué. La comédie jouée par les dirigeants de l'Internationale capitaliste semble à présent tourner en tragédie d'une sauvagerie insensée, d'une barbarie inouïe, une tragédie dont le dernier acte les surprendra, car il mettra face à face, pour le combat final, non plus les nations, mais la classe ouvrière et la classe capitaliste, le Peuple et les parasites, ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent du travail des autres... Aux crix de A bas la guerre ! Vive la révolution ouvrière ! nous empêcherons de sonner l'heure de la crapule, de la folie et du crime. »

Dans la journée, le meeting est interdit, le quartier est bouclé, des centaines d'ouvriers qui s'y

rendaient sont arrêtés, matraqués.

Le lendemain, la CGT proteste... sans plus. C'est un véritable effondrement des syndicalistes révolutionnaires, malgré des manifestations qui se déroulent encore un peu partout en France.

Dix jours après, le même Della Torre est devenu le crétin qu'il dénonçait le 29 juillet ; il écrit dans la même BS :

« Bandits couronnés et soudards teutons ont ouvert les écluses du sang, et bientôt les corbeaux et les vautours trouveront une abondante nourriture sur les champs de bataille devenus des charniers fumants... Lutte épique et géante où nous verrons le Droit sacré triompher de la force abjecte et la civilisation européenne délivrée du militarisme oppresseur. »

Des exemples de ce genre, il y en a des centaines...

Pour favoriser ces revirements, le gouvernement possède une arme de choix : le carnet B, une liste de 3 000 à 4 000 socialistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires à arrêter en cas de guerre. Si certains ministres, fin juillet, réclament son utilisation immédiate, l'un d'eux, Malvy, ministre de l'Intérieur, estime que ce n'est pas nécessaire et réussit à en convaincre le gouvernement. Il a une autre stratégie pour « tenir » les syndicalistes : sachant qu'à la veille de la guerre le comité confédéral de la CGT, qui délibère sous la menace de l'application du carnet B, craint pour lui-même comme pour beaucoup de ses militants, il lui est facile de faire accepter par Jouhaux (4) et quelques autres qui possèdent encore une fibre patriotique des tractations pour recevoir l'assurance que rien ne sera tenté côté antimilitarisme et révolutionnaire.

« Le vendredi soir on assassine Jaurès... Le matin même on savait que les mesures du carnet B ne seraient pas appliquées ; on savait qu'Almeryda (5) était allé voir Malvy et on se doutait bien qu'il ne fut pas le seul à arpenter les couloirs du ministère de l'Intérieur. Bref, dès le samedi matin, les chefs confédéraux qui fuyaient leur domicile la nuit, en conspirateurs, purent respirer librement et coucher chez eux ; le ciel avait une dernière éclaircie avant le sanglant orage, et l'accord était fait entre le parti de la guerre et celui de la paix. »

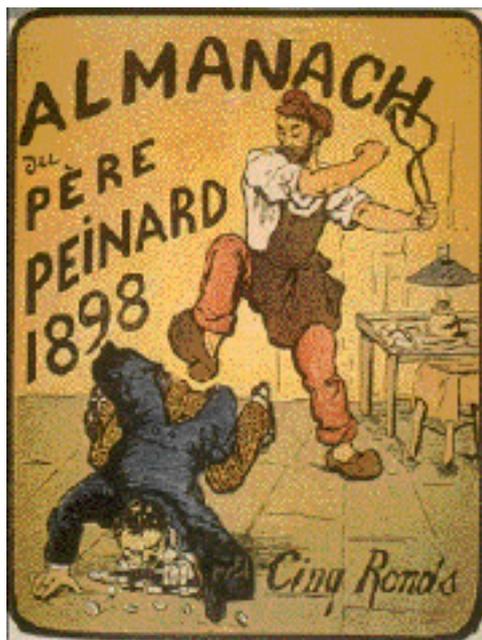
Georges Dumoulin, *Les Syndicalistes et la Paix*, p. 11

Pourtant, malgré ces accords au sommet, le carnet B sera quand même appliqué dans certaines régions, en particulier dans le nord de la France où B. Broutchoux sera arrêté en 1914 avant d'être réformé en 1916.

A l'enterrement de Jaurès, le 4 août, Jouhaux déclare : « Cette guerre nous ne l'avons pas voulue (...), nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté (...) cet idéal nous donne la possibilité de vaincre. »

Jouhaux décide maintenant de tout, tout seul : il négocie son départ dans le train présidentiel pour Bordeaux, où le gouvernement fuit. Il côtoie Lépine, ancien préfet de police bien connu des manifestants, et Charles Maurras, dans un Comité de secours national. Il sera nommé commissaire à la Nation : l'Union sacrée est scellée.

Comment a-t-il expliqué ce revirement ? Il s'appuie sur une rencontre qu'il a eue à Bruxelles le 27 juillet 1914 avec Legien, le secrétaire du syndicat allemand. A la question posée sur l'attitude des Allemands et du syndicat en cas de guerre, Legien n'aurait rien répondu. C'est donc, prétend Jouhaux, que « l'on ne peut plus avoir confiance dans les organisations allemandes » alors que « la CGT était prête à faire un mouvement contre la guerre ». Dumoulin, qui assistait à l'entretien, témoignera un an après par écrit (envoyé sur le front, il n'a pu le faire plus tôt) que Legien avait en fait répondu « que tout espoir de paix n'était pas perdu ». D'ailleurs, le lendemain de cet entretien, des centaines de meetings « Nous ne voulons pas la guerre » eurent lieu dans tout l'Empire. Comme en France, cela n'alla pas plus loin que des meetings, mais en gros les syndicats allemands ne firent ni plus ni moins que leurs homologues français. La presse gouvernementale fera constamment état de ce faux compte rendu de Jouhaux pour montrer à quel point ce dernier était un vrai patriote, qui avait compris combien les Allemands – y compris leurs syndicats – voulaient la guerre.



Les anarchistes

Au tournant du siècle, rompant avec la « propagande par le fait », la plupart des anarchistes s'investissent dans les syndicats qui, comme le dit Pelloutier, devaient être « une école pratique d'anarchisme ». Pour lui comme pour Yvetot, Pouget puis Monatte (6), il s'agissait d'arracher le mouvement syndical au corporatisme et de rattacher les syndicats à la société communiste libertaire. Cette stratégie sera un succès et permettra à Monatte de déclarer en 1907 : « Le syndicalisme (...) ouvre à l'anarchisme trop longtemps replié sur lui-même des perspectives et des espérances nouvelles (...) Il a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières ; d'autre part les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe. »

Si la plupart des anarchistes sont entrés dans les syndicats et leur impriment une marque incontestable, tous ne pensent pas qu'ils doivent s'y fondre et que le syndicat se suffit à lui-même. Il y aura bien des tentatives d'organisation spécifique en dehors du syndicat, mais elles n'aboutissent pas, coincées qu'elles sont entre les irréductibles anti-organisationnels, qui demeurent malgré tout très présents, et ceux qui se sont « fondus » dans le syndicalisme. Tous néanmoins professent des idées antimilitaristes et internationalistes.

Même si, dès 1905, Kropotkine avait prévenu qu'en cas de con-

(4) Secrétaire général de la CGT, fondateur de la CGT-FO après la Seconde Guerre mondiale.

(5) Almeryda, proche d'Hervé et de *La Guerre sociale*, « représenta » plutôt le courant libertaire lors de cette entrevue. Il était le père du cinéaste Jean Vigo.

(6) Pierre Monatte (1881-1960). Correcteur d'imprimerie. Collabore au *Libertaire* jusqu'en 1904, puis entre au comité confédéral de la CGT. S'oppose à Malatesta sur la question syndicale au congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907. Fondateur de *La Vie ouvrière*, il adhère pour un an au PCF, mais en est exclu pour cause de sympathie avec Trotsky. En 1925, il fonde la revue *La Révolution prolétarienne* qui maintient une ligne syndicaliste révolutionnaire. Y participent des anarchistes, mais certains de ses membres, par antistalinisme, seront tentés de devenir proaméricains après la Seconde Guerre mondiale (la RP s'interrompt en 1939 pour reprendre en 1947).

(7) Charles Malato (1857-1938). Déporté en Nouvelle-Calédonie avec son père communal en 1870, il retourne en France en 1885 en anarchiste convaincu. Il fuit la réaction en 1892 et part pour Londres (voir *Les Joyusetés de l'exil*, Acratie, 1985). Il a 57 ans en 1914.

(8) Jean Grave (1854-1939). Cordonnier anarchiste. Il dirigea différents journaux dont *La Révolte*, puis *Les Temps nouveaux*. Auteur de *La Société mourante et l'Anarchie* (1893), *La Société future* (1895), *L'Anarchie, son but, ses moyens* (1899), et *Réformes, révolutions* (1910). A son sujet et à celui des *Temps nouveaux*, voir Carole Reynaud-Paligot : *Les Temps nouveaux, un hebdomadaire anarchiste au tournant du siècle*, Acratie, 1993. Adversaire des individualistes, il était cependant très réticent vis-à-vis de toute forme d'organisation. Favorable à l'entrée des anarchistes dans les syndicats pour y faire de la propagande, mais opposé au syndicalisme révolutionnaire comme but en soi.

(9) Enrico Malatesta (1853-1932). Anarchiste italien actif dans la Première Internationale au côté de Bakounine. Il vit un peu partout dans le monde, au gré de la répression et des expulsions. Partisan de l'organisation et de la présence des révolutionnaires dans les syndicats, mais opposé à l'idée que le syndicat « puisse se suffire à lui-même », il pense au contraire que ce dernier ne peut qu'être réformiste. Il attache une grande importance aux mouvements insurrectionnels. A la fin de la guerre, il retourne en Italie où il est étroitement surveillé. Il s'oppose autant à la « plateforme » des anarchistes russes voulant remédier à leur défaite en copiant le mode d'organisation des bolcheviks qu'aux tenants d'un anarchisme culturel et réformiste. Auteur de nombreux textes fondamentaux d'orientation anarchiste-communiste.

(10) Anarchistes, Lepetit et son camarade Vergeat disparurent en 1920, au large de Mourmansk, à leur retour d'un voyage en Russie. Certains soupçonnent qu'ils furent liquidés par des bolcheviks.

flit entre la France et l'Allemagne il choisirait la démocratie contre l'Empire, on pouvait espérer que beaucoup ne se rangeraient dans le camp de l'Union sacrée. A la déclaration de guerre, dans l'ensemble, les militants anarchistes, comme les autres mobilisés et tout autant désorientés, rejoignent leur corps d'armée. Ceux qui ne sont pas mobilisés s'occupent de la solidarité avec leurs camarades du front. Quelques-uns quittent la France. Dans un premier temps, il n'y a pas de prises de position collectives publiques.

Charles Malato (7), lui, n'attend pas : dès le 4 août (jour de l'enterrement de Jaurès), il devient un chroniqueur régulier et belliciste de *La Bataille syndicaliste* : « Contre le militarisme germanique il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France. » Il sera rejoint sur ces positions par Jean Grave (8) et une partie de l'équipe des *Temps nouveaux* (Dr Pierrot, Guérin)... ce qui aboutira, fin février 1916, au tristement fameux « manifeste des 16 », qui entérine le ralliement à l'Union sacrée d'une partie du mouvement anarchiste (voir p. 20)

Pourtant, dès février 1915, un manifeste international signé, entre autres par Malatesta (9) et Emma Goldman, intitulé « L'Internationale anarchiste et la guerre » affirmait qu'« Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives (...) Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte, de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. » (voir p. 20)

En réponse au Manifeste des seize le groupe anarchiste international de Londres répliquera dès avril 1916, dénonçant les anarchistes de gouvernement (voir p. 21).

En novembre 1915 se forme un Comité d'action international contre la guerre (CAI) d'inspiration anarchiste (avec Lepetit [10] et Hasfeld). Trois mois plus tard, ce CAI fusionne avec la minorité socialiste zimmerwaldienne et donne naissance au CRR (Comité pour la reprise des relations internationales), auquel vont adhérer ceux du groupe des *Temps nouveaux* qui n'ont pas suivi Grave dans le « défensisme » (Benôit et Girard).

Broutchoux, de son côté, dès



sa libération, se retrouve, comme Bourderon et Péricat, au Comité de défense syndicaliste (CDS) créé pour tenter de « muscler » davantage une opposition qu'ils jugent, à l'image de Merrheim, trop frileuse.

En décembre 1916, Sébastien Faure publie un « appel aux socialistes, révolutionnaires et anarchistes : Vers la paix », dans lequel il estime qu'il faut, comme Liebknecht, refuser les crédits militaires, et regrouper, au sein des pays en guerre, tous les partisans d'une paix qui n'humilierait personne (on retrouve là des accents zimmerwaldiens). Il fonde en avril un journal, CQFD, une sorte de suite au *Libertaire* et ouvert à des syndicalistes révolutionnaires comme Dumoulin et les époux Mayoux, qui devient le lieu d'expression des « non-ralliés », alors que celui des ralliés reste *La Bataille syndicaliste*. CQFD atteindra un tirage de 20 000 exemplaires, avec 3 000 abonnements au début de 1917, avant de devoir se taire ! Des groupes locaux se constituent même autour du journal.

Au mois d'août de la même année, c'est de la maison centrale de Caen où ils sont emprisonnés depuis 1912 pour sabotage de la mobilisation que Louis Lecoin et Ruff rédigent une adresse aux anarchistes, aux syndicalistes : « Réclamons la paix, imposons la paix ».

L'embellie pacifiste subit de l'été 1917 à l'été 1918 de nombreux revers dus à la paix séparée de la Russie à Brest-Litovsk, qui isole les révolutionnaires, et à la répression symbolisée par l'arrivée au pouvoir de Clemenceau. Lepetit, Ruff, Le Meillour, Barbé, Content sont condamnés à des peines de quatre mois à deux ans pour avoir fait paraître un numéro clandestin du *Libertaire*. Cochon prend trois ans pour désertion ; Lecoin, à peine libéré, en reprend pour

six ans du fait de désertion et de propos subversifs à l'audience (voir p. 23), et Sébastien Faure deux ans, etc. Le mouvement anarchiste révolutionnaire est presque décapité.

Les causes du reniement

Ces retournements de veste communs à toutes les tendances du mouvement ouvrier, pour honteux qu'ils aient été, ne sauraient en eux-mêmes expliquer la victoire du militarisme sur le pacifisme, et encore moins celle de la guerre sur la révolution. C'est vrai qu'il y eut des trahisons pour des motifs divers : la peur ; la méfiance viscérale des syndicalistes envers la social-démocratie allemande qui se transforme parfois en haine de l'« Allemand » ; l'idée qu'il faut combattre pour la démocratie, en attendant la révolution, contre la barbarie (prussienne, s'entend) ; l'essence même du syndicalisme, qui sécrète des couches de bureaucrates dont l'existence passe par la reconnaissance de l'Etat ; les manœuvres du gouvernement qui joue sur tous ces facteurs... Il faut aussi tenir compte de l'intégration parlementaire et gouvernementale en ce qui concerne les socialistes ; de l'absence de réflexion politique dans une CGT qui campait sur la Charte d'Amiens ; de la succession de Griffuelhes assurée par le conciliateur Jouhaux.

Mais le fond du problème, c'est que, faillite ou trahison des dirigeants, les masses ouvrières ne se sont pas soulevées contre la guerre comme vingt-deux ans plus tard, en Espagne, elles le feront contre le fascisme et pour la révolution, sans demander l'avis à leurs « chefs ». De « bons » dirigeants en France et en Allemagne n'auraient probablement pas changé grand-chose à la marée nationaliste qui s'est abattue sur les deux peuples.

« Nous étions complètement désespérés, affolés ; pourquoi ? parce que à ce moment la classe ouvrière de Paris soulevée par une crise formidable de nationalisme n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller. Elle nous aurait fusillés elle-même. » (Merrheim, secrétaire de la Fédération des métaux de la CGT, adversaire de l'Union sacrée, cité par Ed. Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*).

On ne saurait être plus clair ! Et Monatte en rajoute une couche :

« Je ne ferai pas au bureau confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation ; non ! Nous avons été impuissants, les uns et les autres ; la vague est passée, nous a emportés. » (Pierre Monatte, cité par Dolléans, *ibid.*)

Ce qui paraît certain, c'est qu'il y a eu à l'époque une surestimation des forces révolutionnaires. A ses plus belles heures, la CGT ne comptait que 400 000 adhérents ; en son sein, les révolutionnaires ne l'emportaient nettement sur les réformistes que grâce à une méthode de vote par syndicat, et non par tête ou à la proportionnelle du nombre d'adhérents. Majoritaires dans un grand nombre de petits syndicats, ils le devenaient au niveau de la confédération. Cela était justifié par une critique de la démocratie formelle, bourgeoise, parlementaire, et une conception, très souvent défendue par Pouget, du rôle des minorités révolutionnaires qui ne devaient pas être muselées par la masse plus ou moins apathique. Un élitisme certain qui, outre le fait de masquer le rapport de forces réel, a permis à une certaine mystique sorélienne (11), elle aussi élitiste, de s'introduire dans la CGT en exaltant la violence verbale, les belles envolées lyriques ; une sorte d' « ultra-gauchisme » esthétique et brillant, mais capable de se mettre au service de n'importe quelle cause (12)...

Ces faiblesses réelles et masquées aux yeux de beaucoup, occultées le plus souvent par les descendants du syndicalisme révolutionnaire français, des gens comme Monatte, Delaisi, Merrheim, Dumoulin en sont conscients dès 1910. Et c'est pour tenter d'y remédier que sera créée *La Vie ouvrière* : il s'agit de

donner un peu plus de contenu et de réflexion à la pratique syndicale. Ce n'est pas un hasard si ceux qui animaient cette revue, avec Rosmer, se retrouvèrent dans la démarche anti-guerre qui aboutit à Zimmerwald.

Signalons enfin que, du côté anarchiste, les « ralliés » sont généralement plus âgés que les « résistants à la guerre ». Ils sont de la génération de la Commune et de la Première Internationale, « ce qui explique une opposition de principe à l'Allemagne réputée dictatoriale et marxiste » (Maitron). Ils considèrent souvent que la République est un régime supérieur à celui du Kaiser en Allemagne, comme beaucoup dans le mouvement ouvrier de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Dumoulin (dans *Carnets de route, 40 ans de vie militante*) résume ainsi la situation avant-guerre : « Au début de la guerre, comme dans les quelques jours qui en précéderent la déclaration, l'impuissance pacifiste s'est affirmée dans tous les pays à un degré égal. L'antimilitarisme n'avait nulle part tué l'orgueil ni le préjugé des races. Notre antimilitarisme, plus tapageur que le pacifisme des travailleurs allemands, n'était pas parvenu à stériliser le poison répandu à profusion par la presse du mensonge parmi les masses des ignorants échappant à toute propagande saine. Notre défaut a été de surestimer la valeur de notre antimilitarisme, et nos militants auraient bien agi en acceptant la responsabilité de notre impuissance au lieu de la rejeter sur le dos des chefs ouvriers allemands. »

JPD

(11) Antiparlementaire et opposé à l'Union sacrée, théoricien du syndicalisme révolutionnaire qui doit, selon lui, ordonner les revendications particulières vers un objectif sublime, quasi transcendant et dont la violence est un moyen nécessaire et moral : la grève générale. Penseur protéiforme, à la fois marxiste et, un temps, proche de l'action française, ses réflexions ont joué un rôle important au XX^e siècle.

(12) ... dont les écrits de Michel Della Torre, cités plus haut, qu'ils aient été pacifistes ou bellicistes, sont un bel exemple. Mais aussi les gesticulations d'un Hervé (1871-1944) : cet universitaire qui anime *La Guerre sociale* (porte-voix des « insurrectionnalistes ») à partir de 1906 soutient l'Union sacrée en 1914, quitte le PS en 1916 pour appuyer Clemenceau, puis fonde en 1927 le Parti socialiste national (fasciste).

Jaurès

Evitant de heurter de front la CGT qui avait affirmé son indépendance à l'égard des partis et des sectes (congrès CGT d'Amiens 1906), Jaurès cherche à l'influencer peu à peu.

Il dénonce l'« aventure marocaine », mais cela ne veut pas dire qu'il rejette le colonialisme français lorsqu'il est bien installé dans d'autres colonies comme l'Algérie.

Patriote, il récuse le fameux « Les prolétaires n'ont pas de patrie » du Manifeste communiste de Marx et Engels.

Il préconise la grève générale et l'insurrection pour empêcher la guerre, et annonce en même temps qu'il se transformera aussitôt en partisan acharné de la défense nationale (et donc de l'Union sacrée) dès qu'une armée étrangère aura franchi la frontière.

Jaurès n'est ni partisan du défaitisme révolutionnaire dans le cadre d'une guerre impérialiste ni réellement pacifiste. Il souhaite, certes, la paix et même une campagne d'agitation en sa faveur car il sait très bien que la guerre sera catastrophique et craint que la France la perde. Mais son « pacifisme » s'arrête le jour du passage de la frontière par une armée étrangère.

Derrière la légende dorée de martyr du pacifisme, il y a la réalité du théoricien et du propagandiste systématique de l'Union sacrée, c'est-à-dire du massacre accepté au nom de la défense nationale.

Le 20 juillet 1914, en pleine crise internationale, Jaurès écrit dans *L'Humanité* que le PS « se prépare à imposer au gouvernement (...) le plein recours à ces procédures arbitraires qui sont si timidement ébauchées ». Dès le 25 juillet, il note : « On peut se demander si la réaction cléricale et militariste autrichienne ne désire pas la guerre et ne cherche pas à la rendre inévitable. Ce serait le plus monstrueux des crimes. »

Jaurès a bien vite trouvé le responsable de la guerre qui vient : l'Autriche, et non tous les pays impérialistes. Dès le 29, le PS entraîne la CGT de Jouhaux et Griffuelhes dans la même appréciation de la situation.

Le 30 juillet 1914, Jaurès ne se gêne pas pour déclarer à Bruxelles : « Nous, socialistes français, notre devoir est simple. Nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. »

En juillet 1914, Jaurès s'est bien gardé, lui, de mettre en pratique les résolutions votées aux congrès du PS (SFIO) et à ceux de la Seconde Internationale. Il n'a appelé ni à l'insurrection, ni à la grève générale, ni même à manifester, se contentant de meetings, d'articles et surtout de délégations auprès du gouvernement français. Celui-ci n'a pas eu d'avocat plus inlassable. Jaurès s'est fait le plus efficace partisan de l'Union sacrée réalisée dès le 29 juillet 1914 par le PS et la CGT.

Dès le lendemain de son assassinat (le 31 juillet), *L'Humanité* du 1^{er} août lance le mythe du « martyr sublime de la Paix ».

Jaurès a su cultiver brillamment l'ambiguïté des formules. Cela explique que le culte de sa mémoire ait été si soigneusement entretenu jusqu'à aujourd'hui. Même si depuis 1914 les soi-disant « socialistes » ont pris de moins en moins de précautions oratoires pour justifier les guerres impérialistes, la continuité et, au besoin, l'aggravation de l'exploitation capitaliste.

Jean-Pierre Hirou

L'opposition à la guerre s'organise en Europe



VERS LA CONFERENCE DE ZIMMERWALD (5-8 SEPTEMBRE 1915)

Ce furent d'abord les socialistes des pays neutres qui tentèrent de rapiécer l'Internationale déchirée par le chauvinisme. Le 24 septembre 1914 a lieu une conférence italo-suisse (l'Italie n'est pas encore en guerre) qui dénonce les bourgeoisies française et allemande. Puis ce sont les partis socialistes scandinaves et hollandais qui veulent organiser une réunion des « partis des pays neutres » pour les 17 et 18 janvier 1915 à Copenhague. Invitation est faite à la CGT française (censée être « neutre », si on s'en réfère aux déclarations de congrès). Mais Jouhaux et une majorité de la direction de la CGT décident non seulement de n'y envoyer personne, mais encore de ne même pas adresser de message d'encouragements ! Ils voient dans cette tentative une manœuvre de l'impérialisme allemand pour écarter les socialistes du « bon camp », et de toute façon, disent-

(1) Alphonse Merrheim (1871-1925). Il est vraisemblable que Jouhaux, qui avait une certaine affection pour lui malgré leurs divergences de vues, fit pression sur le gouvernement – qui lui devait bien ça – pour qu'on le laisse en liberté. Une attitude « pas si bête » puisque Merrheim, très opposé à la mainmise progressive de Lénine sur le courant zimmerwaldien, et adversaire du bolchevisme, rejoignit, après la guerre, son ex-adversaire au sein de la CGT en refusant la scission syndicale.

ils, l'heure n'est pas à la paix, « les sociaux-démocrates allemands ont trahi ». Lenoir et Merrheim (Fédération des métaux) envoient une lettre de protestation au comité confédéral. Monatte décide de démissionner publiquement de ce même comité, dans lequel il était le seul appui réel de l'opposition internationaliste. La conférence de Copenhague dénoncera « le capitalisme sous sa forme impérialiste qui a provoqué la guerre ». *L'Humanité* tronque la déclaration finale, tandis que la BS estime que les socialistes scandinaves sont des hypocrites qui ne veulent pas dire que le seul coupable est l'impérialisme prussien.

Mais les socialistes d'Union sacrée comme les gouvernements « bourgeois » voient le danger que constituerait le regroupement d'une partie des socialistes européens œuvrant contre la guerre. De concert, ils mettent sur pied, le 15 février 1915 à Londres, une conférence des partis socialistes des pays alliés. L'intitulé constitue en soi une négation de l'internationalisme. Le maître d'œuvre de cette conférence, avec en sous-main les gouvernements anglais et français, est un ministre belge, Vandervelde, également président de l'Internationale. L'objectif est de confirmer l'engagement des socialistes dans l'Union sacrée en même temps que d'isoler l'Independent Labour Party (ILP) de Keir Hardie, le seul parti du « camp allié » qui refuse d'accepter le « caractère sacré des traités » et dont l'influence dans la classe ouvrière de son pays s'accroît. Les quelques opposants présents à cette conférence se font traiter de « boches » !

Côté français, le noyau de l'opposition va être *La Vie ouvrière*, cette revue ni officielle ni officieuse fondée par Pierre Monatte et qui compte 2 000 abonnés. Monatte et Rosmer (qui

ne sont pas mobilisables pour l'instant) sillonnent Paris à la recherche de soutiens (nombre de leurs camarades sont déjà au front). Ils rencontrent d'abord M. Martinet et, en liaison avec Merrheim qui les tient au courant de ce qui se passe au bureau confédéral, ils vont devenir la cheville ouvrière de l'opposition dans une période particulièrement difficile : les réunions sont semi-clandestines, nombre d'anciens appuis, comme James Guillaume, sont passés dans le camp de l'Union sacrée ; beaucoup, en particulier dans les milieux libertaires, n'ayant pas suivi le « manifeste des 16 », sont démoralisés et estiment que « l'on ne peut rien faire », qu'il faut attendre des jours meilleurs ; d'autres, dans la CGT, même critiques vis-à-vis de la direction, répugnent à la désavouer et à en rompre l'unité. Ceux de *La Vie ouvrière* découvrent dans un second temps que la province a, dans l'ensemble, « moins perdu la tête » que Paris : il y a des noyaux de résistance au chauvinisme dominant dans le Rhône, l'Ain, la Haute-Vienne... Ils sont en contact avec le seul opposant réel et d'importance au PS, Amédée Dunois. Les nouvelles commencent à arriver également de l'étranger par le biais des différents milieux d'exilés en France : on apprend que, contrairement à ce que dit la propagande officielle, les socialistes russes sont majoritairement contre la guerre. Des liens se tissent avec un groupe d'exilés russes, dont le représentant officiel du Parti socialiste russe (menchevik) Martov, Trotsky et le Polonais Lipinski, qui publient *Naché Slovo* auquel collaborent Angelica Balabanova, Radek, Manouïlsky, Alexandra Kollontaï, et aussi Lénine qui pousse à considérer dès maintenant la Seconde Internationale comme morte alors que d'autres, comme Martov, hésitent à le faire ou s'y refusent.

Romain Rolland écrit *Au-dessus de la mêlée*, qui fait grand bruit. D'Amérique, on lit l'*International socialist review* du Hollandais Pannekoek, également opposé à la guerre. D'Allemagne, on apprend que la résistance s'organise : le député allemand Liebknecht qui, par discipline de parti, avait, en août, voté les crédits de guerre s'y refuse en décembre, comme Otto Rühle. Ils lancent avec Ledebour, Mehring, Klara Zetkin et Rosa Luxemburg un manifeste contre la guerre, réaffirmant leur attachement aux résolutions des congrès internationaux. En France, cet appel est relayé par la Fédération des métaux de Merrheim.

Mais la répression se fait de plus en plus forte. En France comme en Allemagne, on envoie sur le front les opposants. C'est le cas de Monatte. Liebknecht est mobilisé, il refuse d'y aller et sera emprisonné.

Le 1^{er} mai 1915, l'Union des métaux publie un numéro avec un vrai contenu syndicaliste révolutionnaire, ce qui a comme conséquences l'arrestation de Louise Saumoneau et de graves menaces sur Merrheim (1).

En mars 1915 ont lieu deux conférences internationales : celle des femmes socialistes à Berne, à l'initiative de Klara Zetkin, et celle des Jeunesses socialistes. Toutes deux se positionnent dans l'opposition (voir l'encart).

Au milieu de 1915, il est évident pour tous que la guerre, prévue pour être courte, va durer. Le gouvernement, les industriels, la CGT elle-même ont une préoccupation : « Sauver les élites » qui, presque toutes, sont revenues après avoir quitté Paris au début de la guerre. Les sursis, généreusement et sélectivement accordés, sont alors l'instrument de ce sauvetage et un moyen de pression énorme sur les cadres syndicaux.

L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des alliés devient un enjeu de taille : Cachin (2) et Jouhaux vont jouer les émissaires auprès des socialistes italiens pour obtenir ce résultat. En vain. Ils devront s'appuyer sur Mussolini qui, de pacifiste, est devenu guerrier, a rompu avec le Parti

socialiste et fondé *Il Popolo d'Italia*, lequel ouvre ses colonnes à nos deux émissaires pour pousser l'Italie à se joindre aux alliés.

En août 1915, le comité confédéral de la CGT est contraint d'organiser une conférence des bourses, unions et fédérations ; la résolution de Jouhaux l'emporte par 79 voix, mais il ne peut empêcher le rassemblement d'une forte minorité autour des Métaux (27 voix), qui réaffirme la lutte des classes, dénonce l'Union sacrée et propose que la CGT participe à toute action prolétarienne pour la paix. De son côté, la Fédération de l'enseignement (dont le journal est *L'Ecole émancipée*) prend des positions proches de celle de Merrheim.

Minorités qui commencent à s'organiser en France et en Allemagne, persistance en Grande-Bretagne de l'ILP, affirmation de positions antiguerre dans les Partis socialistes italien et russe, contacts et rencontres qui se développent : les conditions d'une conférence européenne des oppositionnels semblent réunies.

Déjà, en janvier, Robert Grimm, un dirigeant du Parti socialiste suisse, tente à Paris de contacter différents groupes de l'opposition. Après lui, Morgari, du Parti socialiste italien fait une tournée en Europe, se voit refuser par l'Internationale socialiste la convocation d'une réunion, en rend compte à son parti qui « constate que, pour une reprise des relations internationales entre socialistes, il n'y a rien à attendre ni de la direction de la Seconde Internationale ni de celle des PS des pays belligérants ». En revanche, constatant l'existence un peu partout d'oppositions, la direction du PS italien décide de prendre l'initiative d'une conférence internationale en Suisse que Grimm se chargera d'organiser ; ce sera Zimmerwald, du 5 au 8 septembre 1915.

Il y a maintenant quatre-vingts ans, treize mois après le début de la grande boucherie de 14-18, une poignée d'internationalistes « qui tenaient, en s'entassant, dans quatre voitures » (Trotsky), se réunissaient à Zimmerwald, en Suisse, pour tenter

de reconstruire en Europe une opposition à la guerre sur des bases de classe. Il y avait là, outre les signataires des deux documents reproduits dans ce dossier, Trotsky, Balabanova, Morgari, entre autres. L'Indépendant Labour Party (ILP) anglais ne put, faute d'avoir obtenu des passeports, être présent. On y salua quelques grands absents : Clara Zetkin et Rosa Luxemburg, emprisonnées ; Liebknecht et Monatte ...

On y approuva une déclaration franco-allemande et une *Adresse aux prolétaires d'Europe* dont l'intégralité est reproduite en encart.

En conclusion, la conférence adopta le manifeste suivant :

« Prolétaires d'Europe

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L'Europe est devenue un gigan-*

(2) Cachin (1869-1958) se rend aussi à Moscou pour tenter de faire poursuivre la guerre aux côtés des alliés à la nouvelle Russie ! Est directeur de *L'Humanité* à partir de 1918 et le restera jusqu'à sa mort puisqu'il est devenu communiste dès 1920 après avoir été ardent partisan de l'Union sacrée. C'est sur lui, entre autres, que les staliniens russes s'appuieront pour éliminer du PC français les éléments jugés peu sûrs comme Monatte ou Rosmer.

Les mouvements de femmes contre la guerre

Le 8 mars 1915, Alexandra Kollontai organise à Christiana, près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre. Klara Zetkin, membre du Parti social-démocrate allemand, lance, de son côté, un appel aux femmes socialistes et convoque à Berne le même mois une Conférence internationale des femmes qui servira de prélude à la conférence de Zimmerwald. Cette conférence, qui comprend des représentants des pays belligérants, représente la première manifestation importante en faveur de la paix. Mais les présences allemande et française ne sont pas des délégations officielles, ce qui veut dire qu'elles apportent leur présence en dépit de leurs partis respectifs, qui soutiennent l'un comme l'autre officiellement la politique gouvernementale dans la guerre. C'est le cas de Louise Saumoneau, une militante SFIO antiguerre qui a diffusé en France en janvier 1915 l'« Appel aux femmes socialistes ». C'est donc un Comité d'action féminin socialiste pour la paix contre le chauvinisme qu'elle représente à Berne. Les femmes socialistes ont alors à prendre parti, individuellement, dans le grand schisme international du mouvement ouvrier. Louise Saumoneau, qui a lutté pour l'internationalisme révolutionnaire et l'adhésion du Parti français à la Troisième Internationale, cale devant les « 21 conditions » de Lénine et prend la « ferme résolution de ne pas adhérer au parti de la proscription et des épurations périodiques ». Klara Zetkin, au contraire, adhère à la Troisième Internationale, mais elle est minoritaire dans le Parti social-démocrate allemand, elle a déjà perdu en 1917 la direction du journal *Die Gleichheit* qu'elle avait créé et fait vivre pendant vingt-trois ans. Elle tente en 1919 de relancer l'idée d'une conférence internationale de femmes socialistes, malgré la « division dans le camp socialiste international ».



Klara Zetkin

DÉCLARATION FRANCO-ALLEMANDE commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'« Union sacrée », constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, qui lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerres futures.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des congrès socia-

listes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

Que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les Etats belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégralité et son indépendance. Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur les conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation ;

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre ;

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissiperait les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible à nos yeux qu'en condamnant toute idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation

de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens, dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernants la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l'« Union sacrée », en restant fermement attachés à la lutte de classes, qui sert de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, puiseront la fermeté de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française : A. Merrheim, secrétaire de la Fédération des métaux ; A. Bourderon, secrétaire de la Fédération du tonneau.

Pour la délégation allemande : Adolf Hoffmann, député au *Malldtag* prussien ; Georg Ledebour, député au Reichstag. »

tesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : *La guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme.* Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de

l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les Etats balkaniques, l'Arménie courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur

nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre affirment que cette guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résulte de cette guerre et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privation, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettent la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réac-



tion politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements – monarchiques ou républicains –, la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise ; sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

Ouvriers !

Vous hier exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot la soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à



l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classes, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs : ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l' "Union sacrée". Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même, chaque parti, séparément, manquait à sa tâche ; le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international, manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entre-

prendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons,

« Le ravin et les talus qui s'étendent sur plusieurs kilomètres ne sont plus qu'une vaste nécropole. Partout, des cadavres momifiés, squelettiques, réduits à l'état de petits tas mêlés de boue rougeâtre... Parfois un pied ou bien un morceau d'étoffe émergent çà et là et indiquent un cadavre. Il y en a des quantités formidables... On voit une face à la Ramsès qui émerge d'un sac haché, recroquevillé dessous, des tibias, des fémurs, des os des mains ou des pieds serrés comme des osselets... Ce ne sont plus des cadavres mais des amas d'ordures desséchés... affreusement mutilées, la figure gonflée, noire comme une tête de nègre, la chair tuméfiée pleine d'insectes et de vers ramassés en tas.. »

Henri Barbusse

Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploités mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classes, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales,



pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'elle entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Prolétaires !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entre-tuer les uns les

autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classes irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre, nous vous crions : "Par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Zimmerwald (Suisse),
septembre 1915.

Georg Ledebour, Adolf Hoffmann (délégation allemande) ; A. Bourderon, A. Merrheim (dél. française) ; G. E. Modigliani, C. Lazzari (dél. italienne) ; N. Lénine, P. Axelrod, M. Bobrov (dél. russe) ; St. Lapinski, A. Varsky, Cz. Hanecki (dél. polonaise) ; C. Racovski (dél. roumaine) ; V. Kolarov (dél. bulgare) ; Z. Höglund, T. Nerman (dél. suédoise et norvégienne) ; Henriette Holst (dél. hollandaise) ; R. Grimm, C. Naine (dél. suisse). »

Derrière le vote unanime de ces textes, il y eut de sérieuses divergences qui ne firent, les années suivantes, que se développer. Lénine et les bolcheviks souhaitaient une condamnation intransigeante non seulement des « sociaux-patriotes » (les directions des PS français et allemand), mais aussi du centre du parti allemand (Kautsky et Bernstein) ; ils réclamaient que le député allemand Ledebour s'engage à ne pas voter les crédits de guerre ; que l'on adopte le mot d'ordre de « guerre civile », et que l'on s'achemine au plus tôt vers une rupture définitive avec les Partis socialistes et la Seconde

Internationale et vers la création d'une troisième. Mais la majorité des délégués pensaient qu'un appel à la guerre civile, alors qu'un an de guerre avait brisé la classe ouvrière, était impossible ; les Italiens auraient souhaité que le centre du Parti social-démocrate allemand soit présent à la conférence ; Ledebour s'accrocha avec Lénine, lui reprochant de ne pas tenir compte des réalités locales ; Merrheim déclara qu'il n'était pas venu là pour parler d'une troisième Internationale. L'ordre du jour proposé par les bolcheviks fut repoussé par 19 voix contre 12 (ce qui ne veut pas dire que leurs propositions auraient recueilli 12 voix !). Ce fut finalement Trotsky et Henriette Holst qui rédigèrent les textes sur lesquels tous étaient censés être d'accord. Tous ? Tous signèrent, certes. Mais les Italiens hésitèrent, et Lénine écrivit peu de temps après : « Notre comité central devait-il signer ce manifeste inconséquent et timoré ? Nous pensons que oui... » Question de tactique.

Courageuse et prometteuse, la conférence de Zimmerwald fut d'abord une réaction face à une formidable défaite du mouvement socialiste et révolutionnaire européen qui, non seulement n'avait pas pu empêcher la guerre, mais encore s'était transformé, pour une grande part, en laudateur zélé des chauvins de chaque camp.

JPD



Déclaration de K. Liebknecht au Reichstag (2 décembre 1914)

Le 4 août, le Parlement de gauche approuve à l'unanimité des 561 votants les crédits de guerre. En 1916, deux députés dont Pierre Brizon s'y opposent. Avec celui du Sénégal, Diagne, qui dénonce les mauvaises conditions faites aux soldats d'outre-mer, ils sont les seuls à faire entendre une voix discordante au Parlement.
En Allemagne, en août 1914, Karl Liebknecht propose au

« Je motive ainsi qu'il suit mon vote sur le projet qui nous est soumis aujourd'hui.

Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial et pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète. C'est aussi une entreprise de caractère bonapartiste tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. C'est ce qu'ont démontré, avec une clarté sans cesse accrue et malgré une cynique mise en scène destinée à égayer les esprits, les événements des derniers mois.

Le mot d'ordre allemand : « Contre le tsarisme », tout comme le mot d'ordre anglais et français : « Contre le militarisme », a servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine contre les peuples. Complice du tsarisme, l'Allemagne, jusqu'à présent pays modèle de la réaction politique, n'a aucune qualité pour jouer le rôle de libératrice des peuples.

La libération du peuple russe comme du peuple allemand doit être l'oeuvre de ces peuples eux-mêmes.

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste quand il déclare que c'est pour la défense de la Patrie qu'il demande les crédits. Une paix rapide et qui n'humilie

personne, une paix sans conquête, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis.

Seule l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

Seule une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

Je consens aux crédits en tant qu'ils sont demandés pour les travaux capables de pallier à la misère existante, bien que je les trouve notoirement insuffisants.

J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve la plus ardente compassion. Dans ce domaine encore, rien de ce que l'on pourra demander ne sera de trop à mes yeux.

Mais ma protestation va à la

guerre, à ceux qui en sont responsables, à ceux qui la dirigent ; elle va à la politique capitaliste qui lui donna naissance ; elle est dirigée contre les fins capitalistes qu'elle poursuit, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, contre la dictature militaire, contre l'oubli complet des devoirs sociaux et politiques dont se rendent coupables, aujourd'hui encore, le gouvernement et les classes dominantes.

Et c'est pourquoi je repousse les crédits militaires demandés.»

Karl Liebknecht
Berlin, le 2 décembre



Les soldats indigènes, oubliés de la Première Guerre mondiale

De 1914 à 1918, un peu plus de 800 000 indigènes ont été enrôlés comme soldats ou comme travailleurs dans l'ensemble des territoires constituant l'Empire colonial Français. Près de 600 000 soldats indigènes ont été directement engagés sur tous les fronts (en France, dans les Balkans, en Palestine, en Afrique noire), placés sous le commandement de sous-officiers et d'officiers presque exclusivement blancs ;

- Près de 57 000 d'entre eux ont été tués.
- Plus de 14 000 ont été portés disparus. Si l'on compte ceux qui sont morts de maladie ou qui ont été décimés par la rigueur du climat au printemps, on peut estimer qu'environ 80 000 soldats indigènes n'ont pas survécu à la Première guerre mondiale.

Armée coloniale

Au total, entre 1914 et 1918, plus de 275 000 soldats indigènes ont servi dans l'Armée coloniale :

- 181 512 Sénégalais, les plus nombreux, répartis au sein de 141 Bataillons de tirailleurs sénégalais qui constituaient l'essentiel de ce que le général Mangin appelait « la Force noire » ;
- 41 355 Malgaches ;
- 2 434 Somalis ;
- 48 922 Indochinois ;
- 1 067 Canaques et Polynésiens. A la fin de la guerre, en Janvier 1918, leurs pertes totales s'élevaient à 28 700 morts et 6 500 disparus. _

Armée d'Afrique

Au total, entre 1914 et 1918, plus de 290 000 soldats nord-africains ont combattu au service de la France :

- 173 019 Algériens, les plus nombreux ;
- 80 339 Tunisiens ;
- 40 398 Marocains.

À la fin de la guerre, en janvier 1918, leurs pertes s'élevaient à 28 200 morts et 7 700 disparus.

Le mouvement anarchiste et la guerre

DÉCLARATION DE L'INTERNATIONALE ANARCHISTE CONTRE L'UNION SACRÉE (février 1915)

« (...) La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vint, elle devait éclater. (...) Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement. Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives. (...)

Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civili-

« La paix doit être imposée par la Révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut. Eh bien, il n'y a qu'un remède : faire mieux à l'avenir ! Plus que jamais nous devons éviter les compromis, creuser le fossé entre les capitalistes et les serfs du salariat, entre les gouvernants et les gouvernés ; prêcher l'expropriation de la propriété individuelle et la destruction des Etats, comme les seuls moyens de garantir la fraternité entre les peuples et la justice et la liberté pour tous ; et nous devons nous préparer à accomplir ces choses. »

Enrico Malatesta. 1916

sation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'Etat, qui est la forme politique du privilège. (...)

Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appli-

quer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées. A tous les soldats de tous les pays qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère. Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte, et qu'ensuite ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale. Aux paysans, montrer qu'après la guerre il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches. A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux. Aux mères, compagnes et filles, victimes

d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

« Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement même devant une calamité comme la guerre actuelle. C'est dans des périodes aussi troublées, où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'Etat et de ses organismes de coercition.

Vive l'anarchie !

Londres, 12 février 1915

Léonard d'Abbet, Alexandre Berkman, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernado, G. Barrett, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph-J. Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F. W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T. H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijuders, J. Rochtenine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V. J. C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L. J. Wolf, S. Yanosky. »

LE « MANIFESTE DES SEIZE » POUR L'UNION SACRÉE

Mais, en avril 1916, un coup de tonnerre secoue un mouvement anarchiste international déjà très affaibli. Les ralliés à l'Union sacrée (voir p. 12) publient un « manifeste des seize » signé par Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau (Liège), A. Orfila, Hussein Dey (Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Tchikawa (Japon), W. Tcherkesoff. S'y joindront une centaine de militants internationaux.

En voici quelques extraits :

« (...) Les travailleurs alle-

mands, du moins dans leurs groupements, plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie avaient été préparés de longue date et que si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1886, en 1911 ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aussi favorable, et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, les grands

canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues.

(...)

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents. Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger serait l'augmenter. En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace – mise à exécution – non seulement contre nos espoirs d'émancipation mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous, antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas

cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. (...) Il ne peut être question de paix. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement. Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché est à même de dicter ses conditions serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux.

28 février 1916 »

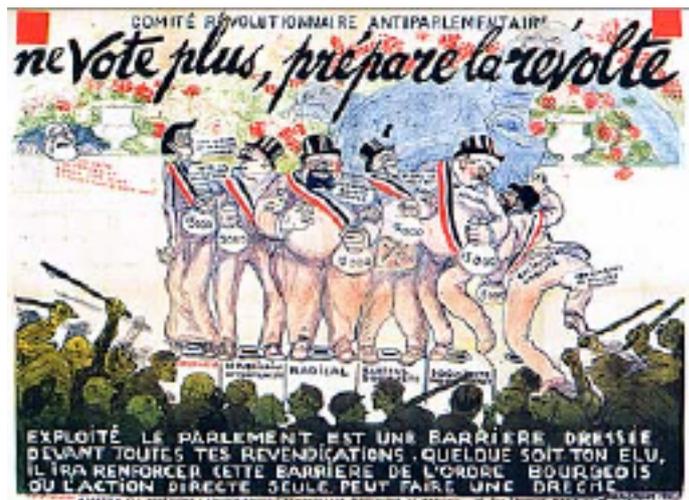
En résumé, donc, c'est l'Allemagne seule qui est à l'origine de la guerre, et par conséquent nous devons participer à cette guerre puisque nous sommes du côté de la civilisation contre la barbarie.

RÉPONSE DU GROUPE ANARCHISTE INTERNATIONAL DE LONDRES AU « MANIFESTE DES SEIZE » (avril 1916)

« (...) Voici bientôt deux ans que s'est abattu sur l'Europe le plus terrible fléau qu'ait enregistré l'Histoire, sans qu'aucune action efficace soit venue entraver sa marche. Oublieux des déclarations de naguère, la plupart des chefs des partis les plus avancés, y compris la plupart des dirigeants des organisations ouvrières – les uns par lâcheté, les autres par manque de conviction, d'autres encore par intérêt – se sont laissés absorber par la propagande patriotique, militariste et guerriste qui, dans chaque nation belligérante, s'est développée avec une intensité que suffisent à expliquer la situation et la nature de la période que nous traversons.

« (...) Toutefois, dès les premiers jours, dès avant la déclaration de guerre même, les anarchistes de tous les pays,

belligérants ou neutres, sauf quelques rares exceptions, en nombre si infime qu'on pouvait les considérer comme négligeables, prenaient nettement le parti contre la guerre. Dès le début, certains des nôtres, héros et martyrs qu'on connaîtra plus tard, ont choisi d'être fusillés, plutôt que de participer à la tuerie ; d'autres expient, dans les geôles impérialistes ou républicaines, le crime d'avoir protesté et tenté d'éveiller l'esprit du peuple. Avant la fin de l'année 1914, les anarchistes lançaient un manifeste qui avait recueilli l'adhésion de camarades du monde entier, et que reproduisirent nos organes dans les pays où ils existaient encore. Ce manifeste montrait que la responsabilité de l'actuelle tragédie incombait à tous les gouvernants sans exception et aux grands capitalistes, dont ils sont les mandataires, et que l'or-



ganisation capitaliste et la base autoritaire de la société sont les causes déterminantes de toute guerre. Et il venait dissiper l'équivoque créée par l'attitude de ces quelques "anarchistes guerristes", plus bruyants que nombreux, d'autant plus bruyants que, servant la cause du plus fort, leur ennemi d'hier, notre ennemi de toujours, l'Etat, il leur était permis, à eux seuls, de s'exprimer ouvertement, librement. Des mois passèrent, une année et demie s'écoula et ces renégats continuaient paisiblement, loin des tranchées, à exciter au meurtre stupide et répugnant lorsque, le mois dernier, un mouvement en faveur de la paix commençant à se préciser, les plus notoires d'entre eux jugèrent devoir accomplir un acte retentissant, à la fois dans le dessein de contrecarrer cette tendance à imposer aux gouvernants la cessation des hostilités, et pour que l'on pût croire, et faire croire, que les anarchistes s'étaient ralliés à l'idée et au fait de la guerre. Nous voulons parler de cette déclaration publiée à Paris, dans *La Bataille* du 14 mars et à laquelle a applaudi naturellement la presse réactionnaire. Il nous serait facile d'ironiser à propos de ces camarades d'hier, voire de nous indigner du rôle joué par eux, que l'âge ou leur situation particulière, ou encore leur résidence, met à l'abri du fléau et qui, cependant, avec une inconscience ou une cruauté que même certains conservateurs de l'ordre social actuel n'ont pas, osent écrire, alors que de tous côtés se sent la lassitude et pointe l'aspiration vers la paix, osent écrire, disons-nous, que "parler de paix à l'heure présente serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre" et qui tranchent: "Avec ceux qui luttent,

nous estimons qu'il ne peut être question de paix." Or nous savons, et ils n'ignorent pas non plus, ce que pensent "ceux qui luttent". Nous savons ce que désirent "ceux qui vont mourir" pour mieux dire; tout en ne nous dissimulant pas que les causes qui engendrent leur faiblesse les entraîneront peut-être à mourir sans qu'ils aient tenté le geste qui les sauverait. Nous, nous laissons ces camarades d'hier à leurs nouvelles amours. Mais ce que nous voulons, ce à quoi nous tenons essentiellement, c'est protester contre la tentative qu'ils font d'englober, dans l'orbite de leurs pauvres spéculations néo-étatistes, le mouve-

« Pour moi, même la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal. »

Enrico Malatesta. 1916

ment anarchiste mondial et la philosophie anarchiste elle-même; c'est protester contre leur essai de solidariser avec leur geste, aux yeux du public non éclairé, l'ensemble des anarchistes restés fidèles à un passé qu'ils n'ont aucune raison de renier, et qui croient, plus que jamais, à la vérité de leurs idées. Les anarchistes n'ont pas de leaders, c'est-à-dire pas de meneurs. Au surplus, ce que nous venons affirmer ici, ce n'est pas seulement que ces seize signatures sont l'exception et que nous sommes le nombre, ce qui n'a qu'une importance relative, mais que leur geste et leurs affirmations ne peuvent en rien se rattacher à notre doctrine dont ils sont, au contraire, la négation absolue. Ce n'est pas ici



le lieu de détailler, phrase par phrase, cette déclaration, pour analyser et critiquer chacune de ses affirmations. D'ailleurs elle est connue. Qu'y trouve-t-on? Toutes les niaiseries nationalistes que nous lisons, depuis près de deux années, dans une presse prostituée, toutes les naïvetés patriotiques dont ils se gaussaient jadis, tous les clichés de politique extérieure avec lesquels les gouvernements endorment les peuples. Les voilà dénonçant un impérialisme qu'ils ne découvrent maintenant que chez leurs adversaires. Comme s'ils étaient dans le secret des ministères, des chancelleries et des états-majors, ils jonglent avec les chiffres d'indemnités, évaluent les forces militaires et refont, eux aussi, ces ex-contempteurs de l'idée de patrie, la carte du monde sur la base du "droit des peuples" et du "principe des nationalités". Puis, ayant jugé dangereux de parler de paix, tant qu'on n'a pas, pour employer la formule d'usage, écrasé le seul militarisme prussien, ils préfèrent regarder le danger en face, loin des balles. Si nous considérons synthétiquement, plutôt, les idées qu'exprime leur déclaration, nous constatons qu'il n'y a aucune différence entre la thèse qui y est soutenue et le thème habituel des partis d'autorité groupés, dans chaque nation belligérante, en "Union sacrée". Eux aussi, ces anarchistes repentis, sont entrés dans l'"Union sacrée" pour la défense des fameuses "libertés acquises", et ils ne trouvent rien de mieux, pour sauvegarder cette prétendue liberté des peuples dont ils se font les champions, que d'obliger l'individu à se faire assassin, et à se faire assassiner pour le compte et au bénéfice de l'Etat. En réalité, cette déclaration n'est pas l'œuvre d'anarchistes. Elle fut écrite par des étatistes qui s'ignorent, mais par des étatistes. Et rien, par cette œuvre inutilement opportuniste, ne différencie plus ces ex-camarades des politiciens, des moralistes et des philosophes de gouvernement, à la lutte contre lesquels ils avaient voué leur vie. Collaborer avec un Etat, avec un gouvernement, dans sa lutte, fût-elle même dépourvue de violence sanguinaire, contre un autre Etat, contre un autre gouvernement, choisir entre deux modes d'esclavage, qui ne sont que

superficiellement différents, cette différence superficielle étant le résultat de l'adaptation des moyens de gouvernement à l'état d'évolution auquel est parvenu le peuple qui y est soumis, voilà, certes, qui n'est pas anarchiste. A plus forte raison lorsque cette lutte revêt l'aspect particulièrement ignoble de la guerre.

(...) Nous tenons à nous désolidariser d'avec ces camarades qui ont abandonné leurs idées, nos idées, dans une circonstance où, plus que jamais, il était nécessaire de les proclamer haut et ferme. Producteurs de la richesse sociale, prolétaires manuels et intellectuels, hommes de mentalité affranchie, nous sommes, de fait et de volonté, des "sans-patrie". D'ailleurs, patrie n'est que le nom poétique de l'Etat. N'ayant rien à défendre, pas même des "libertés acquises" que ne saurait nous donner l'Etat, nous répudions l'hypocrite distinguo des guerres offensives et des guerres défensives. Nous ne connaissons que des guerres faites entre gouvernements, entre capitalistes, au prix de la vie, de la douleur et de la misère de leurs sujets. La guerre actuelle en est l'exemple frappant. Tant que les peuples ne voudront pas procéder à l'instauration d'une société libertaire et communiste, la paix ne sera que la trêve employée à préparer la guerre suivante, la guerre entre peuples étant en puissance dans les principes d'autorité et de propriété. Le seul moyen de mettre fin à la guerre, de prévenir toute guerre, c'est la révolution expropriatrice, la guerre sociale, la seule à laquelle nous puissions, anarchistes, donner notre vie. Et ce que n'ont pu dire les seize à la fin de leur déclaration, nous le crions :

Vive l'Anarchie ! »

UN INSOU MIS : LOUIS LECOIN

« La guerre fomentée par le capitalisme mondial est le pire des forfaits, je proteste contre lui en ne répondant pas à l'ordre de mobilisation. En n'obéissant pas aux injonctions de la soldatesque, en refusant de me laisser militariser, j'agis conformément à mon idéal anarchiste. Je suis logique avec mes idées et reste d'accord avec mon cœur qui souffre au spectacle de ces

laideurs et avec ma conscience qui s'indigne que des individus accumulent tant de misères. »

Pour de telles déclarations, Louis Lecoin fut évidemment renvoyé au conseil de guerre sous le chef d'accusation d'« insoumission ». Il ne fut même pas écouté, à peine avait-il pris la parole qu'elle lui fut brusquement retirée. Sans autre forme, il fut condamné – en son absence – à cinq années de prison militaire et à dix-huit mois de prison pour trouble à l'ordre public.

Voici le texte qu'il n'a pas eu le temps de lire au tribunal le 18 décembre 1917 :

« Ma présence sur ces bancs, la raison qui m'y amène indiquent mon horreur de la guerre et ma réprobation pour les gouvernants de France, responsables au même titre que ceux des autres pays belligérants de ce massacre d'humains et coupables de le prolonger. Pour la Lutte sociale, pour mener le combat qui délivrera les masses laborieuses de l'oppression capitaliste, mes préférences sont acquises aux méthodes révolutionnaires et d'action directe. Si les circonstances s'y fussent prêtées, j'aurais employé, pour favoriser mes idées, pour stigmatiser pareille folie de destruction, des protestations moins bénignes que celle qui me vaut d'être traduit à cette barre. Ainsi, mon refus de me laisser militariser doit être interprété non comme l'acte, honorable certes, d'un disciple de Tolstoï, mais comme celui d'un anarchiste qui, n'ayant pu œuvrer autrement selon la logique de ses convictions, souffre de son impuissance à enrayer les forfaits qui l'émeuvent et l'indignent, mais s'oppose à ce qu'on se serve de lui pour satisfaire des appétits inavouables. Vous, mes juges, je n'espère pas vous convaincre... Vous faites partie de la classe dominante qui a voulu la guerre. Donc vous ne reconnaîtrez jamais les vilains et cupides motifs d'ordre politique et économique qui firent que la bourgeoisie déchaîna cette calamité. (...) Non, messieurs, je ne vous connaissais pas, trop d'intérêts vous lient à la carte funeste qui vous paie. Aussi je n'établirai pas devant vous en détail les responsabilités que les puissants de la finance, de la métallurgie, de la politique, de la presse française

encourent dans cette guerre. Responsabilités identiques, d'ailleurs, à celles de leurs collègues et complices d'outre-Rhin ; qu'ici les thuriféraires du pouvoir nous ont assez serinées.

Puis le temps n'est pas aux discussions oiseuses ; en de semblables époques, on n'échange pas ses vues, on les impose... Hélas ! Plus de quinze millions d'hommes tués n'apaise pas la fringale des imposteurs sanglants qui disposent à leur gré de la vie et du bien-être relatif des foules. Les Rothschild, les Schneider, les Clemenceau, les Bunau-Varilla n'ont pas atteint leurs buts de guerre. L'occasion est unique d'emplir leurs coffres-forts. (...) A la faveur des scandales qui éclatent de toutes parts, élaboussant et démasquant les profiteurs du régime ; en raison des misères incalculables dont ils supportent seuls le fardeau, les ouvriers, à l'exemple de ceux de Russie, qui tirent enfin les bénéfices de leur révolution, comprendront assurément qu'on les abuse et cesseront d'être dupes des promesses fallacieuses et des tirades patriotiques avec lesquelles les sinistres bateleurs Poincaré, Guillaume II, George V

et autres Wilson les bernent et les font s'entre-détruire.

Messieurs du conseil de guerre, j'ai motivé mon refus d'aider à la guerre ; vous savez les mobiles qui me guident et vous les apprécierez comme il vous conviendra. Vous pouvez me condamner... J'aurai satisfait aux exigences de ma conscience, et le grand contentement moral que je ressentirai fera que je subirai presque allégrement l'emprisonnement que vous m'aurez infligé. Je me consolerais encore de votre sentence en pensant que, tôt ou tard, malgré les soutiens du capitalisme fomenteur des guerres, les peuples que l'on martyrise aujourd'hui se révolteront, s'affranchiront du joug qui les écrase et remplaceront votre société antisociale par une autre, dans laquelle ils éprouveront la joie de cheminer sur une terre féconde en joies pures, également réparties. »

Louis Lecoin
(paru dans *Ce qu'il faut dire*)



Louis Lecoin, 1888-1971

Le ralliement à l'Union sacrée d'une partie des anarchistes n'était pas imprévisible

Le ver était dans le fruit bien avant la « trahison » ! Même Griffuelhes et Pouget, pourtant syndicalistes révolutionnaires, parlaient, en 1904, du « péril jaune » à propos du Japon vainqueur de la Russie. Latapie, deux ans plus tard, opposait la « race latine », le caractère révolutionnaire français, à l'« esprit routinier des Allemands » ! Kropotkine, en 1905, dans *Le Temps*, annonçait la couleur : « Avec mes 65 ans, tout ce que je désire est d'avoir encore assez de force pour prendre un fusil, si on attaquait la France, et la défendre (...) Il n'y a pas de pays supérieur à la France (...) il ne peut pas y en avoir... » Il se situait là du point de vue de l'avance supposée de la France vers la révolution sociale (elle « a fait » 89-93 et 1848 !). Mais en septembre 1914, à peine la guerre commencée, il pète carrément les plombs dans une lettre à Jean Grave : « Vite, vite, devisez et fondez des canons de 50 centimètres et mettez-les, en les traînant tous – vieux, femmes et enfants –, pour les placer en position sur les hauteurs au sud de Paris pour attaquer les Huns par derrière. Vite, vite, apprenez tous à démonter leurs avions Taube, et à massacrer les envahisseurs partout. La Belgique envahie, le droit international n'existe plus. Faites un effort surhumain, c'est ainsi que la France reconquerra (sic !) le droit et la force d'inspirer sa civilisation. »

Et si le ralliement n'a pas été unanime, comme nous l'avons vu, le camp « pacifiste » n'a pas été aussi homogène qu'on le laisse entendre souvent : il y a eu d'un côté ceux qui refusaient la guerre par pacifisme (ce qui donna en 1939 le « pacifisme intégral ») et ceux qui la refusèrent

par internationalisme, sur des positions de classe. De côté des premiers, on trouve également les individualistes. Parmi ces derniers, Emile Armand : en avril 1915, il critique les « ralliés » à l'Union sacrée, mais, précise-t-il aussitôt afin sans doute que sa position et celle des individualistes ne soient pas confondues avec celle des révolutionnaires, « nous restons adversaires résolus de toute tentative révolutionnaire ou insurrectionnelle ». Cette position relève de l'application stricte de « principes » applicables en tout temps, en toute circonstance – ceux d'un anarchisme intemporel, idéologique, ne cherchant pas à comprendre l'Histoire et réduisant les événements à des sommes de comportements individuels. A l'opposé, la position des Malatesta, Emma Goldman ou Berkman qui s'appuient sur des analyses de classe d'une guerre définie comme impérialiste.

Le cas de Sébastien Faure est un peu à part. En décembre 1914, il est l'un des premiers anarchistes à lancer une déclaration publique dans un « appel aux socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes » intitulé « Vers la Paix » ; mais il en cesse la diffusion à la suite d'un entretien avec le ministre de l'Intérieur Malvy, qui lui assure que les mesures devant être prises à l'encontre des militants figurant sur le carnet B ne seront pas appliquées (voir p. 11) Pourtant, son texte est très modéré et ne critique pas la politique d'Union sacrée : « L'attitude de nos camarades qui dès la première heure ont entraîné leurs amis sous les drapeaux est parfaitement défendable. » Cependant, « il faut une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquête. » S. Faure préconise de rassembler dans chaque pays tous les partisans de la paix pour amener les dirigeants des pays neutres à organiser une conférence internationale. Ce n'est pas un hasard s'il est le père de la « synthèse anarchiste » qui veut unir la carpe et le lapin.

La mémoire des mutineries de 1917



Abandon de poste

Dans la mémoire collective, l'année 1917 est restée l'année difficile de la guerre, l'« année trouble », comme la baptisa le Président Poincaré. On savait qu'il y avait des mutineries sur le front, ou tout du moins à proximité immédiate. Les soldats n'avaient-ils pas été près, après trois ans d'épreuves terribles, d'abandonner le combat et de déclencher une révolution ?

« Achetez le dixième Gueules cassées » ! C'est ce qu'on pouvait entendre dans les rues jusque dans les années 60. Ce n'est qu'en 1925 que fut reconnu le préjudice de la défiguration. Depuis 1931, les Gueules cassées sont financées par une souscription, puis à partir de 1933 par la Loterie nationale !



Au-delà d'anecdotes parfois vraies, souvent fausses, les travaux de Guy Pedroncini, historien certes proche de l'armée, et ceux d'André Bach, lui-même général (la Grande Muette n'accordant un droit de regard sur ses archives qu'à des membres de sa famille), permettent de savoir ce qui s'est passé. Pour l'essentiel seulement, car nombre d'incidents locaux ont dû être étouffés, beaucoup d'officiers ne tenant pas, quand ils le pouvaient, à ébruiter des difficultés dont la hiérarchie aurait pu les tenir pour responsables. On peut également émettre l'hypothèse d'exécutions sommaires n'apparaissant pas dans la comptabilité officielle.

La crise d'indiscipline de l'armée, comme on l'appelle pudiquement, ne se manifesta pas par des refus d'obéissance individuelle comme il s'en produit couramment, mais par des refus collectifs : des unités entières ou des fractions d'unités refusèrent d'obéir. La crise débuta donc dans la seconde moitié d'avril et dura jusqu'au mois de janvier 1918. Elle toucha gravement le cinquième de l'armée française, les deux tiers des unités ayant été plus ou moins concernés, soit environ 40 000 soldats.

Des incidents se produisirent depuis la région de Soissons, à l'ouest, jusqu'à la frontière suisse, mais l'épicentre fut le front de l'Aisne, là où avait eu lieu la désastreuse offensive lancée sur le chemin des Dames, le 16 avril, par le général Nivelle de sinistre mémoire. Ces mutineries prirent le plus souvent la forme d'un refus de monter en ligne, mais aussi de défilés, avec le drapeau rouge, au son de L'Internationale, et aux cris de « Vive la paix ! » Les officiers qui essayèrent d'intervenir furent insultés. Il y eut des cas plus rares

de violences. Au moins un général, le général Bulot, détesté de ses soldats, fut agressé ; on put craindre un moment pour sa vie.

S'agissait-il d'un mouvement révolutionnaire ? Si on accepte comme postulat minimal qu'une révolution se distingue de la simple protestation par la formulation d'objectifs et/ou d'une organisation, la réponse est non. Au mieux, certaines unités cherchèrent à débaucher leurs voisins ; on relate également le cas de soldats formulant le désir de « monter sur Paris », mais les refus d'obéissance peuvent être vus comme des flambées de violence plus ou moins longues. On peut néanmoins se demander si le mouvement n'a pas été noyé dans le sang. La répression fut certes massive mais plutôt mesurée (on peut cependant légitimement mettre en cause les chiffres fournis par l'armée, et de toute façon constater le motif des condamnations : « Fusillés pour l'exemple »). On a recensé près de 40 000 mutins, dont les conseils de guerre en jugèrent environ 10 %. Ces conseils prononcèrent 3 247 condamnations dont 554 peines de mort – il n'y en aura « que » 49 d'exécutés, le Président Poincaré utilisant largement son droit de grâce –, 1 381 peines graves et 1 492 peines plus légères. Mais cette répression ne parvint pas à stopper l'ensemble des mutineries ; l'arrêt des actions offensives et la multiplication des permissions furent plus efficaces pour circonscrire le mouvement. Le maréchal Pétain, par son traitement jugé raisonnable (par les soldats), écrira d'ailleurs ici une première page de son histoire qu'il utilisera par la suite lors de la collaboration avec les nazis.

Les mutineries de 17 ne constituèrent donc pas (malheureusement) un mouvement révolutionnaire. Mais, les expériences de la Russie et de l'Allemagne le montrèrent, la vague révolutionnaire vint également de l'arrière. Comme le montre le texte qui suit...

Jean-Mouloud

« Je n'ai qu'un reproche à me faire... c'est, étant antipatriote et antimilitariste, d'être parti comme mes camarades au 4^e jour de la mobilisation. Je n'ai pas eu, quoique ne connaissant pas de frontières, ni de patrie, la force de caractère pour ne pas partir. J'ai eu peur, c'est vrai, du peloton d'exécution. Mais là-bas, sur le front, traçant au fond de ma tranchée le nom de ma femme et de mon fils, je disais : « Comment est-il possible que moi... je vienne donner des coups à mes camarades de misère... »

Raymond Péricat

Ce texte est tiré du livre de François Roux *La Grande Guerre inconnue* (pp. 168-170, éd. Max Chaleil, 2006). Nous espérons qu'il donnera l'envie de lire cet ouvrage en entier, car il est indispensable pour rétablir une vérité échappant au patriotisme.

Dans la mémoire française, les mutineries du printemps 1917 ont occulté toutes les autres formes de lutte des poilus. En réalité, elles ne constituent que la partie émergée de l'iceberg, la forme extrême de la résistance que les fantassins des tranchées ont opposée tout au long de la Première Guerre mondiale à la machine militaire et à l'extermination. Désobéir ou marcher au combat ? Les « bons-hommes » se sont trouvés confrontés à cette alternative lors de toutes les attaques. Quel choix offrait la meilleure chance de survie ? Les stratégies d'évitement des poilus empruntaient des formes variées visant toutes au même but : retarder l'échéance fatale, le moment où il faudrait courir sus à l'ennemi. Une fois les hommes engagés dans la parallèle de départ, les refus collectifs de monter à l'assaut – l'ultime sursaut – leur valaient un sursis bien illusoire. Ces rébellions de la dernière chance se produisaient lorsque les soldats avaient la conviction que franchir le parapet équivalait à la mort. Jusqu'au printemps 1917, elles étaient toujours restées isolées et sporadiques.

Une révolte du désespoir

Les grandes mutineries de 1917 débutent dans le secteur de Soissons après l'hécatombe du chemin des Dames, alors que Robert Nivelle, successeur de Joffre à la tête de l'armée française, entend continuer malgré tout d'attaquer. C'est la concentration des troupes rassemblées pour l'offensive qui transforme des refus spontanés de monter en ligne en une épidémie qui va parcourir tous les corps d'armée le long du front, huit semaines durant.

Le 16 avril 1917, les officiers lisent aux troupes l'ordre du général Nivelle « (...) Nous rompons le

front allemand quand nous voudrons, il y aura une splendide moisson de gloire pour les armées britannique et française ». Le jour de gloire est arrivé ! Les poilus grimpent les pentes du plateau de Craonne sous le feu allemand. C'est une boucherie. 30 000 tués en quelques jours. Encouragés par Mangin, Nivelle s'entête à poursuivre l'offensive, et il en prévoit d'autres.

Le 29 avril, les premiers symptômes de la mutinerie qui couvait depuis quatre jours apparaissent : des régiments cantonnés dans la zone des étapes refusent de monter en ligne pour attaquer sur un terrain que les rescapés décrivent comme un enfer où des dizaines de milliers d'hommes ont déjà péri sans résultat. Partie du secteur de Soissons où continue l'offensive (elle ne cesse que le 5 mai), la révolte s'étend tout au long du mois de mai pour atteindre son paroxysme début juin. Elle concerne avant tout les unités engagées dans les combats du chemin des Dames et celles qui sont menacées de participer à de nouvelles attaques. 68 divisions sur 110, plus de la moitié de l'armée, sont diversement touchées, mais cinq seulement connaissent des troubles graves. Dans le même temps, des mouvements d'insubordination affectent les armées britannique, italienne, allemande (dont des mutineries dans la marine), sans parler de l'armée russe...

Des incidents éclatent dans les gares et les trains de permissionnaires : des soldats chantent *L'Internationale*, brandissent des drapeaux rouges ; des officiers sont pris à partie, insultés, frappés. Au front, le mouvement reste cantonné à la zone des étapes et ne se propage pas aux premières lignes. Des bataillons s'égaient dans les bois vers l'arrière, d'autres unités refusent de quitter leur cantonnement, des soldats abandonnent leur poste. Des groupes d'hommes montent de force dans les trains. Sans autre but que d'échapper à une mort certaine dans des attaques suicidaires, les mutins n'entreprennent aucune action organisée. Certaines unités se dissolvent dans le pinard, d'autres entament des négociations avec

Les poilus contre l'armée française

les officiers et rédigent des pétitions où les protestataires demandent à être mieux traités, ainsi que le retour des permissions. Les mots d'ordre et les comportements radicaux restent très minoritaires.

Le pouvoir frôle pourtant la catastrophe le 2 juin. Plusieurs compagnies du 310^e RI se mutinent à Cœuvres et tentent de rejoindre d'autres unités en forêt de Compiègne afin de marcher sur Paris ; les mutins, détournés et bloqués en chemin par des régi-



Exécution d'Alois Walput, volontaire belge de 21 ans

ments de cavalerie, se laissent désarmer.

Les soldats des divisions d'Orléans, de Saint-Dié et de Chaumont crient « A bas la guerre », et défilent derrière des drapeaux rouges au son de *L'Internationale*. 150 chasseurs à pied du 70^e bataillon de Grenoble scandent « Vive la Russie », poursuivent leurs officiers et tentent, en vain, d'entraîner d'autres unités. À la 41^e division du Jura, le général Bulot, accusé d'avoir fait tirer à la mitrailleuse sur les mutins, est molesté, frappé. Dans cette division, 2 000 soldats participent aux troubles, ce qui paraît exceptionnel, les groupes de mutins actifs dépassant rarement les 200 hommes.

En général, les incidents ne durent pas plus d'un ou deux jours dans chaque régiment. L'étendue du front et le cloisonnement des unités empêchent le mouvement de s'étendre autrement que par à-coups : de ce fait, son caractère dispersé et étalé dans le temps permet aux autori-

tés d'isoler au fur et à mesure les troupes mutinées avec l'aide de la gendarmerie et des escadrons de cavalerie cantonnés à l'arrière, ce qui complique encore la propagation de la rébellion. Les régiments de relève qui montent au front, bien encadrés, restent sourds aux appels des unités révoltées. Lorsque les manifestations de mauvaise humeur dans une unité durent et menacent un tant soit peu de dégénérer, la police l'infiltrer : après la guerre, le colonel Zopff, chef de la sûreté aux armées, expliquera que des agents provocateurs déguisés en colombo-philes s'étaient mêlés aux soldats du 310^e RI mutiné à Cœuvres et offraient généreusement du vin aux poilus pour « délier les langues ». Une fois le régiment cerné et désarmé, les policiers sortent des rangs et désignent les « meneurs ».

(...) Malgré tout, les mutineries se propagent à partir d'un foyer de rébellion tout de suite important et trouvent rapidement un écho, car elles interviennent dans un moment où le moral des soldats stagne au plus bas : la guerre dure depuis bientôt trois ans et la ligne de front n'a pas bougé depuis trente mois. Le désespoir, et la colère accumulés trouvent enfin à s'exprimer. Les récentes décisions de restreindre les permissions en vue du « sacrifice » ont poussé les hommes à bout. Les événements de Russie tiennent également une place importante dans les préoccupations des poilus en ce début 1917 ; le commandement et les officiers, d'abord catastrophés par la chute du tsar et par la disparition possible du front de l'est, se rassèrent en entendant Kerenski proclamer son désir de poursuivre son engagement aux côtés des alliés. Les soldats passent par des sentiments inverses : « Si vous voulez connaître les opinions ici, la Révolution russe a d'abord suscité de l'enthousiasme : d'abord le mot est magique ; ensuite tous les soldats croyaient que cette révolution était contre la guerre... » (Jean Pottecher, 14-18..., 2003).

(...) Réalisant qu'il est passé à deux doigts de la catastrophe, le pouvoir étale la répression dans le temps et limite le nombre d'exécutions. 12 500 condamnations sont prononcées, dont 554 à mort, mais 49 hommes « seulement » sont fusillés officiellement. Poincaré a refusé de gracier les caporaux de même que les soldats coupables d'avoir menacé ou frappé

des officiers.

Qui étaient les mutins, et que voulaient-ils ?

40 000 hommes ont activement participé aux manifestations. Les régiments concernés par les troubles graves ne présentent en général aucun antécédent de rébellion mais viennent d'être très éprouvés dans les batailles de ce début d'année 1917.

(...)

La classe ouvrière ne s'était pas opposée à la mobilisation, mais elle restait traversée par des sentiments antimilitaristes et pacifistes qui en faisaient une alliée peu sûre. Les gouvernements, auxquels la SFIO participa jusqu'en septembre 1917, s'employèrent à ne pas trop malmener les ouvriers, afin qu'ils continuent de suivre les mots d'ordre de leurs organisations et de participer à l'effort de guerre. Dès le mois de juin 1915, 500 000 ouvriers, par l'effet de la loi Dalbiez, furent retirés de l'armée : 350 000 envoyés dans les usines d'armement, et 150 000 dans les mines et la métallurgie. Le ministre socialiste du Travail, Albert Thomas, négocia avec les syndicats des avantages sociaux et des rémunérations substantielles qui firent hurler les soldats contre ces « embusqués » dont on achetait ainsi le consentement. (...) Dans la société civile, les résistances se limitèrent principalement à la propagande qu'une poignée de militants pacifistes distribuait aux conscrits dans les gares, au péril de leur liberté, à quelques réseaux de solidarité avec les insoumis et les déserteurs, et aux grèves ouvrières à partir de 1917. Au risque d'écorner un mythe tenace, il faut rappeler que la quasi-totalité de ces puissants mouvements de grève, souvent menés par des femmes, avaient pour objet des revendications salariales, et non la fin de la guerre, ce qui mettait en fureur les poilus. Les « midinettes » (ouvrières de la couture qui travaillaient pour l'armée) cessèrent le travail et manifestèrent rue du Faubourg-Saint-Honoré pour réclamer la « semaine anglaise » le 11 mai 1917, deux semaines après l'hécatombe du chemin des Dames, alors que l'onde de choc des mutineries parcourait l'armée française. La seule grande grève ouvertement dirigée contre la guerre --condamnée par la CGT et par la SFIO, pacifistes compris --

commença le 13 mai 1918 dans la toute nouvelle forteresse ouvrière de Billancourt à l'initiative des délégués d'atelier -- une innovation sociale qui datait des négociations de la fin 1917 entre gouvernement et syndicats --, pour s'opposer au renvoi au front des jeunes ouvriers mobilisés en usine.

Les fantassins sans grade des tranchées, qui vivaient dans des conditions épouvantables et connaissaient des taux de pertes quatre ou cinq fois supérieurs à ceux des autres armes, étaient à 80 % des paysans. Or, à cette époque, les travailleurs de la terre ne représentaient plus que 40 % des actifs, les ouvriers 28 % et la classe moyenne 30 %. Comme elle l'aurait fait pour toute crise, la société française s'était organisée pour en faire porter le plus lourd fardeau à une classe économiquement condamnée et politiquement inorganisée, donc incapable de se défendre.



Traître à son pays !

« Avec la vague, la mort nous a enveloppés, elle a imprégné nos vêtements et nos couvertures, elle a tué autour de nous tout ce qui vivait, tout ce qui respirait. Les petits oiseaux sont tombés dans les boyaux de tranchée, les chats et les chiens, nos compagnons d'infortune, se sont étendus à nos pieds et ne se sont plus réveillés. Nous avions tout vu : les mines, les obus, les lacrymogènes, le bouleversement des bois, les noirs déchirements des mines tombant par quatre, les blessures les plus affreuses et les avalanches de fer les plus meurtrières, mais tout cela n'est pas comparable à ce brouillard qui, pendant des heures longues comme des siècles, a voilé à nos yeux l'éclat du soleil, la lumière du jour, la blanche pureté de la neige »

Henri Barbusse

La mémoire des vainqueurs

Dans la France enivrée de sa « victoire », qui aurait voulu témoigner des mutineries ? Les ex-mutins cachaient leur honte. L'armée ne voulait pas écorner le mythe de l'Union sacrée. La SFIO et la CGT non plus, qui avaient précipitamment regagné le camp belliciste -- celui des vainqueurs -- lorsque la défaite allemande apparut inéluctable.

Les associations pacifistes obtinrent peu à peu la réhabilitation des « bons mutins », ceux que l'on avait fusillé par erreur. Le mouvement ouvrier préféra oublier qu'il avait consenti à la guerre pendant que les « pauvres couillons du front » tombaient sous les balles allemandes ou françaises.

François Roux

Au printemps 1917, la situation n'est pas bonne pour le pouvoir. De 1914 à 1916, le mouvement social a été très faible : Union sacrée, échec du mouvement ouvrier à empêcher la guerre, syndicats peu actifs, grèves rares, nombre de grévistes très limité.

On peut souligner également le rôle très important joué par les chefs des organisations réformatrices : ainsi, Albert Thomas (SFIO) sous-secrétaire d'Etat puis ministre de l'Armement, par sa politique (modernisation du capitalisme, contrôle accru de l'Etat et intégration de la classe ouvrière), fera taire les velléités revendicatives, il permettra également les premiers essais de standardisation du travail, annonceurs du taylorisme. Il n'en fut pas de même en 1917. Deux importantes vagues de grèves déferlèrent, d'abord en janvier, puis au printemps, séparées par un 1^{er} mai qui, pour la première fois depuis la guerre et à la surprise des organisateurs, revêtit une certaine importance. De nombreuses corporations furent touchées, depuis la haute couture parisienne jusqu'aux usines de guerre, et pas seulement dans la région parisienne : pour ne prendre qu'un exemple, Toulouse connut alors des grèves tumultueuses.

Le réveil ouvrier

Les statistiques ont dénombré 29 4000 grévistes : elles sont probablement très en retrait par rapport à la réalité. Dans de nombreuses entreprises, les ouvriers, souvent des soldats mis à disposition, n'étaient pas officiellement en grève ; mais ils pouvaient pousser d'autres salariés à agir – ainsi, les femmes.

Peut-on considérer ces poussées sociales comme des ébauches de mouvements révolutionnaires ? Il faut d'abord considérer que se mettre en grève en pleine guerre est déjà en soi un acte fort. Braver l'interdit moral qui s'opposait à tout ce qui risquait de contrarier la défense nationale peut être

1917 : la reprise des grèves ouvrières

interprété comme un moment de rupture. Il faut analyser les revendications des grévistes pour comprendre leurs motivations. Depuis le début de la guerre, les prix n'avaient cessé d'augmenter, les revendications étaient principalement centrées sur des hausses de salaire, et, pour les midinettes parisiennes, sur la semaine anglaise. Si l'histoire s'était arrêtée là, la réponse à notre question serait donc négative. Mais il y eut l'année 1918... Dans la mémoire collective, 1918 ne suscite aujourd'hui que le souvenir de la victoire, et pourtant !... L'armée s'était certes reprise. Les mutineries avaient cessé. En revanche, et ce fut un sujet d'inquiétude pour le pouvoir, le monde ouvrier était entré en mouvement. La poursuite de la guerre dépendait de la volonté des soldats de combattre, mais elle dépendait tout autant de la volonté de produire des ouvriers. Si on ajoute que les usines de guerre étaient extrêmement concentrées, l'arrêt du travail dans quelques régions clés (région parisienne, Saint-Etienne) pouvait rapidement asphyxier la défense nationale. « Le sort de la France a dépendu de la production des usines qui bordent l'Ondaine, le Furens, le Gers », pouvait écrire le général Gouze. Or, le 13 mai au matin, un mouvement de grève débutait chez Renault à Paris et s'étendait comme une traînée de poudre aux 53 usines de la région parisienne qui travaillaient pour la défense nationale. Le 14 mai, sur les 127 000 métallos de ces entreprises, plus de 100 000 étaient en grève pour s'opposer à l'envoi de nouvelles classes sur le front. Ce même jour, les usines grenobloises s'arrêtèrent totalement ou partiellement. Une semaine plus tard, dans le même département de l'Isère, à Vienne, la grève générale était décrétée dans la métallurgie et le textile. Dans la nuit du 17 au 18 mai, des affiches pro-grève étaient placardées dans la Loire, et dans les jours suivants le mouvement s'étendait à tout le bassin de Saint-Etienne et



Toulouse, arsenal, atelier de fabrication des balles (avril 1917)

même jusqu'à Roanne. Cette localisation n'est pas fortuite. Le mouvement est d'une nature très différente de 1917 : contrairement à cette année-là, la simultanéité est le résultat d'une coordination. Le maître d'œuvre est le Comité de défense syndicaliste (CDS) constitué en 1916 par des syndicalistes pacifistes, minoritaires au sein de la CGT et souvent anarchistes. Son principal animateur est Raymond Péricat, à partir de mars 1917, secrétaire de la Fédération CGT du bâtiment avant la guerre. Le CDS avait établi un plan : organiser la grève générale qui déboucherait sur une lutte révolutionnaire contre la guerre. La décision de principe avait été prise en janvier 1918. Des conférences régionales devaient préparer une conférence nationale qui donnerait le signal de la grève générale.

Dans ce dispositif, la région de Saint-Etienne occupait une place de choix, et dans cette stratégie un militant, Clovis Andrieu, va jouer un rôle important.

Clovis Andrieu a 41 ans en 1917. Né en Picardie, il est délégué de la CGT d'Amiens au congrès de 1906 ; syndicaliste révolutionnaire, antimilitariste, il avait été mobilisé et affecté dans une usine de la Loire en 1915. Arrivé à Firminy, il y prend la tête du Syndicat des métaux. C'est une tentative de renvoi de son poste de travail qui va mettre le feu aux poudres en

novembre 1917. Son retour tromphal ne lui donnera que plus de prestige. Il poursuit alors son travail syndical en faveur de la paix ; et lorsque le CDS prend la décision de fixer au 20 le début de la grève générale, celle-ci est déjà commencée depuis une semaine à Saint-Etienne.

Les objectifs sont clairs ; il n'est plus question de revendications corporatives mais politiques : « Il est inutile de réclamer une augmentation de salaire qui ne signifie rien sinon prolonger le fléau de la guerre », déclare Andrieu.

Jusqu'à la paix...

Dans la Loire, ce n'était pas seulement la grève pour la paix. Plus de précautions de langage. Seulement, pour faire la paix, il faut être deux ou bien accepter d'être battus ; le mouvement de 1918 était-il défaitiste ? Officiellement, non, ou tout du moins personne n'osait le dire. C'est d'ailleurs ce qui entraînera l'ironie et l'indignation des dirigeants majoritaires de la CGT : comment faire



Munionnettes et midinettes...

La Première Guerre mondiale impose une entrée massive des femmes dans les usines, et elles accèdent à des métiers jusqu'alors exclusivement masculins. Elles sont 400 000 à travailler dans les usines d'armement ; on les appelle les « munitionnettes », diminutif sympathique qui ne gomme cependant pas la difficulté à naturellement interioriser la place des femmes dans la production.

En mai 1917, les jeunes ouvrières parisiennes de la mode et de la couture vont, elles, se mettre en grève pour protester contre des conditions de travail souvent épouvantables et arracher par leurs manifestations la « semaine anglaise » (44 heures en cinq jours et demi). Ces ouvrières sont appelées « midinettes » parce qu'elles se contentent à midi d'un repas frugal pris sur le pouce (dînette, ou midi net) et qu'on les voit à la pause se promener bras dessus, bras dessous dans les rues de Paris.

De nos jours, ce terme a glissé pour désigner une jeune citadine naïve et romanesque ; romanesques, les midinettes de 1917 l'étaient sans doute ; naïves, certainement pas !

la paix sans accepter la défaite si l'adversaire refuse le compromis ? La réponse des grévistes était que si l'on ne se proclamait pas défaitiste, on pouvait se réclamer révolutionnaire (ce qui, en somme, n'était pas très différent).

Car la situation internationale avait changé. La révolution bolchevique servait de phare. Lors de procès des grévistes de la Loire, le procureur résuma ses griefs contre Henri Raidzon, un militant de Saint-Chambon : « Apologiste de Karl Marx, il parlait avec enthousiasme des révolutions russes, et bien souvent proposait comme modèle à ses camarades les soviets ». Le 31 janvier, 1 200 métallurgistes du Chambon adressent « un salut fraternel à la Russie pour avoir su faire comprendre qu'il était temps de se débarrasser de la réaction ». Mais, le 28, l'agitation retombe et Théophile Barnier, chef de cabinet de Georges Clemenceau envoyé dans la Loire pour redresser la situation, adresse un télégramme de victoire au président du Conseil : « Je considère que la vie industrielle a repris son cours dans le département. »

Comment comprendre cet échec ?

Dans la Loire, les grèves n'avaient pas cessé d'elles-mêmes. Dans la nuit du 25 au 26 mai pour Saint-Etienne, le 27 à Roanne, 47 responsables syndicaux avaient été arrêtés, un autre fut appréhendé à Marseille et 73 furent mis à la disposition des autorités militaires ; mais alors que depuis un mois régnait un climat prérévolutionnaire, les réactions face à la répression furent quasi inexistantes. Cependant, la réaction de l'Etat n'explique pas tout, et l'échec de la « révolution » a d'autres raisons. Tout d'abord, la faiblesse de la base géographique

du mouvement. Il n'a touché qu'un nombre restreint de régions, même si elles étaient fondamentales pour l'industrie de guerre. L'étroitesse de sa base sociologique ensuite. Seuls, ou presque, ont marché les métallos, parfois les mineurs ; les autres catégories du prolétariat n'ont guère montré de sympathie pour l'action ouvrière, y compris les soldats. Enfin, les incertitudes de la base idéologique : beaucoup de dirigeants étaient révolutionnaires et même défaitistes, mais ils ont, semble-t-il, brûlé les étapes car il n'en était pas de même pour les masses ouvrières. Elles ont accepté assez facilement et assez massivement de se mettre en grève, mais plus pour témoigner de leur pacifisme que pour aller plus loin. L'exemple de Renault est assez démonstratif : les 22 000 ouvriers se mettent en grève le premier jour, mais deux jours plus tard près de 50 % ont repris le travail. Même dans la Loire, où le tonus révolutionnaire était plus élevé, le dynamisme de la masse des grévistes a été inégal.

Il a cependant incontestablement existé dans la France de 1918 un noyau révolutionnaire qui, prenant appui sur des masses ouvrières souvent pacifistes, a réussi à déclencher des actions politiques. Mais, ne réussissant pas à s'installer dans la durée, ces actions ne sont pas parvenues à franchir cette frontière invisible, et à ce moment-là infranchissable, du sentiment national. Entre la défaite et la révolution, la majorité des Français a continué de choisir le statu quo, même s'ils en avaient assez de la guerre. Le retournement de la situation militaire pendant l'été et la victoire à l'automne évitent d'avoir à se poser la question : jusqu'à quand ?

Jean-Mouloud



La liberté est en marche

Novembre 1918, un vent de liberté souffle sur l'ensemble de l'Allemagne : une révolution y démarre le 3 novembre dans le grand port de Kiel. Les marins se libèrent de la tutelle de leurs officiers et s'organisent dans des soviets appuyés par les ouvriers des chantiers navals. Ils réclament la paix immédiate, la création des conseils ouvriers et paysans, et l'abolition de la dynastie.

Le mouvement gagne les grandes villes du Nord : Lübeck, Hambourg, Brême. Le 8 novembre, un conseil d'ouvriers, de paysans et de soldats établit la « République des conseils de Bavière ». Le même jour, la population de Strasbourg apprend la proclamation de cette République des conseils et la situation devient insurrectionnelle. En Alsace-Lorraine, l'état-major allemand est dépassé. Le lendemain à Berlin est créé un « comité d'action » composé, en partie, par des spartakistes et des délégués d'usine. La peur d'une révolution émancipatrice, faisant suite à la guerre, s'empare alors des classes bourgeoises, et la réaction des principaux chefs des partis sociaux-démocrates de France et d'Allemagne est la même : il faut rétablir l'ordre à tout prix. Le 9 novembre 1918, Guillaume II (empereur d'Allemagne, issu de la dynastie prussienne des Hohenzollern ; protégé par les nazis, il meurt en 1941) abdique, et le chancelier Max von Baden (chancelier du Reich) transmet ses pouvoirs au social-démocrate Friedrich Ebert (premier président de la République allemande de 1919 à 1925 ; déjà nationaliste en 1914 et favorable à l'Union sacrée, il participe à la répression et à la destruction du mouvement spartakiste en 1919).

Les marins de Kiel, pour beaucoup originaires du Land Elsass-Lothringen, décident de réquisitionner deux trains pour rentrer chez eux. Il faut souligner le rôle actif joué par les Alsaciens-Lorrains dans la préparation et le développement du mouvement révolutionnaire à l'intérieur des différentes parties de l'Allemagne. Ils arrivent les 9 et 10 novembre à Strasbourg et font de la gare un des foyers de la liberté. Les

ouvriers se mettent en grève et se mobilisent pour soutenir le mouvement révolutionnaire. Celui-ci fait tache d'huile et s'étend à toutes les casernes et cantonnements d'Alsace jusque sur le front. Sur le front des Vosges, on fraternise et on manifeste avec le drapeau rouge. A Saverne, les soldats se mutinent, pendant qu'en Lorraine les nombreux immigrés italiens présents se joignent au mouvement. Les militaires (l'essentiel de la population active de la classe ouvrière est sous l'uniforme) et les ouvrier-ère-s qui arborent le drapeau rouge organisent des conseils à Haguenau, Colmar, Mulhouse, Sélestat, Saverne, Guebwiller, Metz, Schiltigheim, Bischwiller, Molsheim, Erstein, Neuf-Brisach, Thionville, Sarreguemines, etc. L'administration municipale s'effondre, et nulle part le mouvement révolutionnaire ne rencontre de résistance dans la population. Des conseils prennent en charge les usines pendant que les mines sont occupées, comme à Knutange. A Algrange, Hagondange, Rombas, des grèves sauvages éclatent. Les conséquences de l'arrivée des insurgés sont immédiates : l'ancien Etat s'écroule et emporte avec lui le gouvernement Schwander-Hauss (du nom du maire de Strasbourg et du secrétaire d'Etat allemand) ; mais, suivant la situation dans les villes et les villages, il n'y a pas systématiquement de transformation importante des pouvoirs institutionnels en place. Pour tenter de faire contrepoids aux révoltés, les parlementaires transforment le Landtag en conseil national d'Alsace-Lorraine, ou Nationalrat. En réalité, le Nationalrat, parlement censé être la représentation nationale alsacienne, n'a aucune force, et seuls

subsistent des organes de pouvoir à l'échelle locale. Dans le même temps, les sociaux-démocrates alsaciens favorisent la création de conseils ouvriers, et y participent dans toute l'Alsace-Lorraine pour pouvoir noyauter et contrôler le mouvement révolutionnaire afin de faire balancier aux conseils de soldats, beaucoup plus à la recherche d'une rupture sociale. Ces sociaux-démocrates sont « nationalistes chauvins », attachés à l'héritage jacobin de la Révolution française, hostiles à l'internationalisme, à l'autonomie de l'Alsace-Lorraine et à l'émancipation du prolétariat. (Lire « La social-démocratie alsacienne soutient puis écrase les soviets en nov. 1918 » et « Le mythe de la gauche : Un siècle d'illusions social-démocrates », Courant alternatif, hors-série n° 2, 3^e trimestre 1999.)

Les soviets de Strasbourg et leur noyautage par les sociaux-démocrates

Les soviets fleurissent dans Strasbourg, et le soir du 10 novembre il y a deux véritables pouvoirs dans la ville : le comité exécutif et l'ancien conseil municipal (avec Peirottes, Frey et Antoni). Il est composé de 13 membres élus par les différents conseils d'ouvriers et de soldats, siégeant au tribunal sous la présidence modératrice de Rebholz (secrétaire du Syndicat des ouvriers brasseurs) ; parmi eux, Jacques Peirottes. A côté de ce conseil d'opérette siège le puissant soviet du tribunal (composé des soldats insurgés qui poussent à la révolution).

Ainsi, l'autorité passe entre les mains des différents conseils, dont les objectifs principaux sont : la destruction de l'ancien système, l'extension internationale du mouvement révolutionnaire et la création d'un monde meilleur et plus heureux. Ils exigent du gouverneur Rohden la liberté de presse et d'expression, la levée de la censure sur le courrier, le droit de manifester. Les prisons ouvrent leurs portes et les conseils se rendent maîtres des bâtiments publics. Toutes les marques d'au-

Extrait de *Bourgeois et soldats* (novembre 1918), d'Alfred Döblin

« Ils fulminèrent contre l'impérialisme mystificateur de ce M. Wilson d'Amérique. Où était donc passé ce droit à l'autodétermination dont il nous rebattait les oreilles ? Il se trouva quelques petits malins, des ressortissants du Reich, pour pousser à la roue, bien qu'ils eussent en fait d'autres intentions. Les marins, eux, firent un serment :

– Nous réclamons notre Alsace, nous ne permettrons à personne de nous la prendre.

Ils sentaient la force de la révolution jusque dans la moelle de leurs os.

– Nous porterons la révolution en Alsace. Kléber était notre général.

Un train spécial fut formé pour eux à Wilhelmshaven. Il fallait propager en Alsace l'incendie allumé sur les côtes de la mer du Nord et qui embrasait l'Allemagne entière.

Dans la nuit, le train roulant à toute vapeur passa Osnabrück, Münster, Düsseldorf, Cologne sans s'arrêter, sa cheminée lançait des flammèches. C'était le mercredi 13 novembre. Et aujourd'hui jeudi, ils étaient arrivés à Strasbourg : 180 hommes seulement. Car ils en avaient déposé 40 en cours de route à Metz et à Sarrebruck. A 180 ils formèrent les rangs sur la grande place de la gare de Strasbourg, mirent les fusils à l'épaule, puis sans perdre une minute, drapeau rouge en tête, ils se dirigèrent par l'étroite rue Kuss vers le quai Saint-Jean, puis vers le quai Kléber, d'où ils gagnèrent rapidement le palais de justice ; ils allaient à toute allure car ils avaient déjà compris une chose : en matière de guerre ou de révolution, la rapidité est déterminante. Si tu n'es pas assez rapide, l'autre l'est, et si tu es plus rapide que l'autre, tu as déjà à moitié gagné. »

torité sont supprimées et la ville se hérissé de drapeaux rouges. Une trentaine de commissions organisent la vie quotidienne (transport, finances, ravitaillement, démobilisation, justice...). Des grèves radicales éclatent, comme celle des cheminots. On peut lire sur les affiches qui couvrent les murs de Strasbourg : « Nous n'avons rien de commun avec les Etats capitalistes ; notre mot d'ordre est : Ni Allemands, ni Français, ni neutres. Le drapeau rouge a triomphé. » Pour limiter cette poussée des insurgés et briser le souffle émancipateur du soulèvement social, les sociaux-démocrates et les municipalités jouent la carte du maintien de l'ordre dans la rue. L'augmentation des gardes civiques mises en place pour éviter les « pillages » va être une excuse pour limiter le pouvoir des conseils. En réalité, les pillages et les réquisitions forcés des conseils sont une question de nécessité pour la population, qui doit survivre à l'effondrement de l'approvisionnement des villes, en ces temps difficiles, après quatre années de guerre, de rationnement et de réquisitions par l'armée allemande. Les tensions entre la bourgeoisie germanophile et la bourgeoisie francophile s'exacer-

bent, mais le consensus se fait autour de la destruction des conseils. Ainsi, la bourgeoisie allemande de Strasbourg ne cessera de faire appel aux troupes françaises, et un slogan courra dans les quartiers bourgeois : « Plutôt Français que rouges ». L'inquiétude va s'étendre aux chefs religieux, qui craignent pour leurs Eglises. Mais ceux-ci sont divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la France. Une partie est attachée à l'ordre « à tout prix », tandis que l'autre, issue d'une fraction de la bourgeoisie alsacienne, soutient l'idée de l'indépendance alsacienne comme tampon entre la France et l'Allemagne : le camp neutraliste.

Ce contexte chaotique permet de mieux saisir la difficulté des soviets à mettre la révolution en pratique. Le 10 novembre, le président du conseil des ouvriers, Rebholz, proclame – sous la pression – devant le corps de garde de l'Aubette la « République socialiste ». A la suite de cette déclaration, Peirottes (chef du Parti socialiste et directeur de la *Freie Presse* socialiste qui devient l'organe officiel des soviets, assurant ainsi le pouvoir des sociaux-démocrates sur l'information) fait de même sous la statue du général de la Révolution française Kléber. Mais il se garde de définir la forme de sa république. Peirottes va dès lors devenir l'un des fossoyeurs principaux de la révolution de 1918 et de l'autonomie alsacienne. Il cumule les fonctions de membre du comité exécutif des conseils de soldats et d'ouvriers, de maire de Strasbourg et de ministre sans portefeuille de l'exécutif provisoire. Comme Richard à Colmar, comme Martin et Wicky à Mulhouse, l'exemple des conseils est pour lui une horrible perspective de liberté. Il fait appel au grand quartier général (GQG) français et demande aux généraux de « hâter leur arrivée à Strasbourg, la domination des rouges menaçant de prendre une fin tragique ». En effet, le 15 novembre, une foule de marins révolutionnaires libérés des villes d'Allemagne du Nord vient renforcer le soviet du tribunal afin de défendre la nouvelle république. Pour Peirottes, il faut éviter par tous les moyens – même les plus crapuleux – une remise en cause de l'ordre social. C'est d'ailleurs lui qui prend l'initiative de constituer un comité exécutif à Strasbourg pour contrôler les conseils. Les sociaux-démocrates nationalistes ont pour prin-

cipal souci de canaliser le mouvement en attendant l'arrivée des troupes françaises pour éviter la création d'une entité politique neutre ou révolutionnaire, autonome ou internationaliste. Quant au Nationalrat, il tombe sous la coupe des partisans du retour pur et simple à la France, les adversaires de l'autonomie. Le 22 novembre, l'armée française entre en force dans Strasbourg, la révolution est définitivement écrasée, les conseils sont dissous et la répression de l'armée française est féroce : déportations et exécutions sommaires. Le palais de justice est occupé pendant que la troupe s'empare des usines. Tous les « agitateurs » sont expulsés (220 000 personnes sont humiliées et chassées avec des bagages limités à 40 kilos, notamment en Algérie) et tous les décrets sociaux sont annulés. Cette répression terrible va ternir durablement l'image de la France libératrice.

La mise au pas de l'Alsace-Lorraine et la pommade du syndicalisme réformiste

Les Alsaciens vont ainsi passer d'un régime de dictature militaire allemand – qui s'était assoupli à cause des nombreux mouvements sociaux alsaciens et de la situation militaire de l'Allemagne – à un régime de dictature militaire français. L'Alsace est mise « en coupe réglée » par la France jusqu'en 1924. Ainsi, la République française ne reconnaît pas le Nationalrat et abroge la Constitution du Land Elsass-Lothringen (arrachée par les autonomistes à l'Empire allemand en 1911). L'Alsace-Lorraine se voit administrée directement par Paris. L'idée étant de prendre de court les mouvements neutralistes et autonomistes qui retrouvent de la vigueur. Il faut imposer la centralisation et la départementalisation ! D'ailleurs, la France escamote le plébiscite de 1918 réclamé par les Américains, les Anglais et les Allemands sur la question de l'Alsace-Lorraine. De fait, le gouvernement français ne reconnaît qu'une autorité : la sienne, celle du vainqueur militaire. Pour mieux soumettre la population, les Alsaciens-Lorrains sont répartis par les autorités françaises en quatre « races », avec quatre modèles de carte d'identité « raciale » (environ 120 000 pert